

T 2137 - 760 - 10,00 F



le monde hebdoo **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°760 JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989 10,00 F

RENTRÉE SOCIALE



IMPÔTS

Trois mois de grève : l'Etat se retourne les poches. PAGE 4

LILLE

Les skinheads s'expriment chez « Gros Quinquin ». PAGE 6

SECHERESSE

Les anguilles en ont marre de vivre dans des égouts à ciel ouvert. PAGE 6

POLOGNE

Entre la faucille et le goupillon Solidarité côté cour. PAGES 7 ET 8

SORTEZ LE CLOWN !

F°P.2520

communiqués éditions

• PERPIGNAN.

Du 15 juin au 15 septembre, le groupe Puig-Antich n'assure qu'une permanence tous les samedis de 15 h à 19 h au 2 bis, rue Théodore-Guter, 66000 Perpignan.

• MARSEILLE.

Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• NANTES.

Vous pouvez retrouver les militants du groupe de Nantes tous les samedis, de 11 h 30 à 12 h 30, sur le marché Talencac lors de la diffusion du « Monde libertaire ». De même, l'émission du groupe sur Radio Alternance (97.5 MHz), « Magazine libertaire », continue de plus bel le samedi de 12 h à 13 h. Enfin, le groupe rappelle qu'il est toujours possible de se procurer son journal, « Le Farfadet », (n° 6/7) au prix de 10 F port compris à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », Radio Alternance, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AURILLAC.

Une liaison existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettrons.

éditions

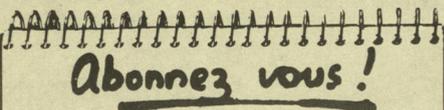
• AFFICHE.

A propos des événements chinois, le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer une affiche (format 64 x 90) en deux couleurs. « Bourgeoise ou populaire, l'armée est toujours là pour réprimer », tel est son slogan. Elle est vendue à la librairie du Monde libertaire à 10 F l'unité et 2 F l'exemplaire au-dessus de 10.



• BRIQUETS ET BADGES.

Le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets (A cerclé rouge sur fond noir à 15 F l'unité, et à 12 F à partir de 10 exemplaires, des badges « Vive l'anarchie » avec le dessin de Reiser (10 F l'unité, et 8 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Chat noir » sur fond rouge (10 F l'unité, et 8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande : « Contre-Courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).



LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

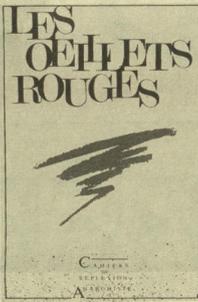
Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

• « OEILLETTS ROUGES »

Le numéro quatre des « OEilletts rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positif les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les OEilletts rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



• SOUSCRIPTION 89.

L'édition de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine s'achève. Le livre est sous presse, et il sera disponible en juillet au prix de vente de 130 F pour 465 pages. D'ici là, notre souscription reste toujours valable (110 F pour le Kropotkine et 110 F pour l'ouvrage collectif : « Les anarchistes et 89 », à paraître le 4^e trimestre 1989). Les chèques doivent être libellés à l'ordre de Gaetano Manfredonia. D'autre part, les autocollants « Non au consensus » et « Travailleurs organisons-nous » sont toujours disponibles (30 F le paquet de 50 exemplaires).



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES
Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES
Alpes de Haute-Provence : Digne — Aisnes : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Arles, Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort/Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Rhône : Lyon — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

• LIAISONS

Hauts-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaisons des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loiret : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliè-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sénonès — Cantal : Aurillac — Creuse : Liaison Creuse — Haute-Garonne : Montrejeau.

Les personnes qui veulent prendre contact avec les groupes et liaisons de la fédération anarchiste peuvent passer par les Relations Intérieures : Fédération anarchiste (RI), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

éditions

• « FEMMES A L'OUVRAGE ».

Des militantes de la Fédération anarchiste viennent de publier une brochure sur le travail des femmes : « Femmes à l'ouvrage ». Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, Paris XI^e) au prix de 50 F.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE ».

Pour ce 35^e numéro de « Volonté anarchiste », le groupe de Fresnes-Antony a choisi « Le communisme libertaire », d'Isaac Puente, dont l'influence sur la révolution libertaire de 1936 fut considérable. Une préface de Frederica Montseny présente et restitue ce texte dans le contexte pré-révolutionnaire des années 30. Le compagnon espagnol Abel Ramirez a fourni la première biographie française d'Isaac Puente, assassiné au tout début de l'insurrection franquiste. Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire. Le meilleur soutien, pour « Volonté anarchiste », est bien sûr l'abonnement (180 F pour 8 numéros), versements à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (CCP 21600 42 C Paris).

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N° 61.

Le numéro 61 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », c/o La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Bernard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



• BROCHURE.

Le groupe Salvador-Haro et d'Association des amis de Kropotkine viennent de publier une brochure sur le thème : « Sandinisme et minorité ethnique, la gauche latino-américaine face au mouvement indien ». Nous y abordons l'évolution des rapports entre Miskitos et Sandinistes, du conflit armé à la coexistence avant d'entamer un bref tour d'horizon en Amérique du sud : indigénisme, indianité, attitude des partis de gauche. Ceci complété par de nombreux documents et textes illustrant la situation indiennes sur ce continent. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

SYNDICATS

Pour une autre rentrée sociale !

COMME chaque année à la même époque, c'est la rentrée ! Les politiciens ont réinvesti les médias, les syndicalistes se sont confessés à la presse, et chacun y est allé de son commentaire, elle sera : tiède, chaude ou brûlante ! Des patrons ont même consulté les étoiles : il y a des taches noires sur le soleil, plus qu'en 68 ; ça va donc chauffer !

C'est reparti !

En effet, cette rentrée 1989 s'annonce active. Les fonctionnaires des impôts ont bloqué les caisses ! Les pompiers des aéroports de Roissy et Orly ont cessé le feu ! Devancés, pour ces derniers, par nos chers bidasses et autres gendar-

mes qui, eux aussi, se sont plaints de leurs conditions de travail et de leurs salaires (les pauvres !). Même le secteur privé se réveille avec la grève des métallos à Mulhouse. L'usine modèle de Peugeot s'est arrêtée ; les ouvriers réclament de 500 F à 1 500 F de plus par mois. C'est donc reparti, la trêve de l'été n'aura duré que le temps nécessaire pour la CGT à remobiliser ses troupes avec les inoubliables « Dix de Billancourt », le temps aussi pour Rocard de sortir un nouveau gadget : « le pacte de croissance » (c'est tout nouveau, ça vient de sortir !).

Chacun retrouve donc sa place ; syndicalistes bon teint et ministres bon genre pourront à nouveau négocier. Il y aura du « grain à moudre ». Espérons pourtant que toutes celles et tous ceux qui font réellement cette rentrée, instits, postiers, infirmières, ouvriers, précaires et autres... iront au-delà de ces rendez-vous convenus.

Espérons qu'ils et elles finiront par renvoyer une fois pour toute en vacances ces bureaucrates syndicaux et politiques qui rêvent chaque année de se refaire une audience sur le dos des salariés. La rentrée 1988, les confédérations syndicales l'avaient franchement ratée. Mais ils avaient très rapidement repris les grèves en marche ! Syndicats et politiciens s'accordèrent, contre l'avis des infirmières, le 24 octobre 1988, sur le protocole Evin. Ils s'arrangèrent aux PTT pour que tout rentre dans l'ordre (provisoirement !), quitte à virer des militants en ce qui concerne la CFDT — dans ce secteur et celui de la Santé.

A la RATP, les politiciens n'hésitent pas à faire intervenir l'armée.

Toute l'année scolaire passée, des fonctionnaires corses aux personnels des crèches de Paris, ils réussirent à étouffer les revendications des salariés.

Espérons que cette rentrée 1989 sera différente. C'est possible. Dans la Fonction publique, dans le secteur privé, les revendications sont toujours les mêmes : emploi, conditions de travail, salaires. Les revendications sont identiques, mais souvent les grèves sont catégorielles, isolées, donc vite dans l'impasse.

Espérons encore que les organisations syndicales, celles qui se réclament d'une véritable transformation sociale, comme la CNT, le CRC-Santé, le SUD-PTT donneront une autre dynamique à cette rentrée sociale. Espérons toujours que celles et ceux, adhérents aux autres confédérations ne s'abandonneront pas à leur logique de chapelle et ne se tairont pas une fois encore devant les décisions de leurs « hiérarchies ».

Souhaitons également que tous les salariés organisés dans les coordinations ne s'obstineront pas à préserver leur stratégie catégorielle, certes indispensable à l'émergence d'un rapport de force mais on l'a vu très vite dans l'impossibilité à faire aboutir leurs propres revendications. C'est une nécessité : pour une autre rentrée sociale, il faut construire une autre dynamique. Elle devra être unitaire et interprofessionnelle. Pour qu'on ne dise plus, en septembre de chaque année, que l'automne sera chaud, mais pour que toute l'année soit sous le soleil des luttes. Et on aura enfin de beaux jours devant nous, même sous la pluie !

Papy DERVIN

Ils sont rentrés. Ils ont parlé...

• Sur « le pacte de croissance » de Rocard.

Pour Krasucki, secrétaire général de la CGT, « le pacte de croissance » : ce sont « des mots, des mots, des mots... ». « C'est facile de trouver une formule qui sonne bien, mais les actes c'est l'injustice qui grandit et les profits qui flambent », a ajouté le secrétaire-tocsin !

Pour Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, qui fait sa première rentrée sociale (il est grand maintenant !), le pacte de croissance « laisse à supposer que le gouvernement a compris la nécessité de sortir d'une gestion sociale trop restrictive (...). Nous disons que cela va dans le bon sens », a-t-il affirmé.

Quant à Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de Force ouvrière, il ne souhaite pas que « les salaires de la Fonction publique soient fixés par un objectif basé sur la croissance », qu'on se le dise !

• Sur l'unité d'action.

C'est Krasu, lors de sa confession de presse de rentrée, qui a appelé les syndicats à d'éventuelles actions communes : « Nous disons à toutes les confédérations que nous sommes prêts à rechercher les terrains d'entente possibles sur les sujets brûlants, ce qui ferait tant de bien pour l'efficacité des luttes revendicatives ». Il serait temps camarade ! (A-t-il peur d'un nouvel « Automne 1988 » ?)

Pour la CFDT, cet appel à l'unité « est un coup de bluff », a répondu Jean Kaspar. Ce sont les patrons qui vont rire !

• Sinon, comme d'habitude, les leaders syndicaux ont fait dans la formule coup de poing et langue de bois.

La CGT annonce « une contre-offensive du monde du travail ».

La CFDT reste ferme et « déterminée » à « impulser l'action » (attention les yeux !).

FO appelle les salariés à « passer de la ligne Maginot de l'autodéfense à une action plus revendicative ». Aux armes salariés !

Pessimiste et quelque peu scolaire, c'est normal, Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, commentait ainsi la rentrée scolaire : « Elle sera à la fois médiocre et sans imagination ». C'est pas gentil pour son copain Jospin !

Alain DISCUTABLE

Editorial

Les keufs, les cognes, la rousse, les kakis se mettent à revendiquer ! Est-ce que les prolos se font doubler sur leur extrême droite ? Rien à craindre, chers grévistes, passez à l'action et ils répondront présents pour vous carresser les côtelettes. Leur volonté n'est pas d'accélérer la venue de la sociale, mais d'être plus nombreux et mieux payés pour encadrer les citoyens sur le chemin de la soumission, entre la télé et l'isoloir. Ces revendications nous rappellent étrangement celles des matons. Comme on se complète ! L'Etat ne s'y trompe pas, puisqu'au bout de quelques jours d'énerverment, il est prêt à négocier, alors que d'autres sont en grève depuis des mois sans pouvoir négocier. Les forces répressives ça s'entretient, quand les flics s'enrhumement c'est l'Etat qui éternue ! Pour l'armée, même topo. L'appelé retournera sûrement son fusil quand on sera sur les barricades, mais pas l'engagé, il aura trop peur de perdre sa planque, payé à ne rien foutre sinon beugler des chants nazis en vidant des canettes. Pour les pompiers, ça sera peut-être une autre musique pour négocier. Eux, ils servent à quelque chose, c'est un vrai service public. Alors ça se réglera au chantage politicien : « Vous n'avez pas honte de faire grève alors que de malheureux français risquent de périr dans les incendies ? », qu'on leur dira. On leur mettra dans les dents qu'humainement ils ne peuvent pas abandonner leur sacerdoce, ben voyons ! Nous, en tout cas, on n'ira pas pas serrer les pognes de la filaille pour la soutenir. Les bonnes sœurs du carmel d'Auschwitz nous semblent plus qualifiées pour cette basse besogne.

Amis lecteurs

Voilà la rentrée et, avec elle, la réparation du Monde libertaire. Vous savez comme il est difficile, pour un hebdomadaire politique refusant les compromissions, de continuer à exister ; ses seuls sponsors étant ses lecteurs. Des augmentations de prix de nos fournisseurs au début de l'année ; un tirage trop important, nécessaire pour réajuster notre distribution mais entraînant une recrudescence des invendus ; des circonstances parallèles aggravant notre déficit... tout cela nous fait prévoir des difficultés importantes pour les mois à venir.

Bien sûr nous comptons sur nos lecteurs et les efforts qu'ils consentent, sur nos nombreux amis artistes pour soutenir le Monde libertaire par des galas ou des spectacles... Bien sûr, nous nous attacherons à gérer au mieux ce journal, à limiter encore plus nos dépenses, à mieux faire connaître notre titre... mais nous devons également réfléchir à une nouvelle formule moins coûteuse, à des possibilités nouvelles de fabrication. Soyez assurés de toute façon que nous vous tiendrons informés des modifications que notre situation financière nous obligera à adopter.

Dans ces circonstances délicates, vous concevrez combien votre soutien est important. Certains de nos lecteurs en sont conscients, les souscriptions et les virements automatiques en font preuve. Que tous ceux qui peuvent les rejoindre n'hésitent pas !

Les administrateurs

Voici la liste des souscriptions, ainsi que celle des prélèvements automatiques pour les mois de juin, de juillet et d'août.

Souscription juin, juillet et août 1989 : PASCAUD F. (60 F) ; LE BIDEAU Jean (60 F) ; VARQUEZ J. (60 F) ; PETIT E. (60 F) ; LE GUEN Alain (60 F) ; SALOMON P. (60 F) ; CRUZ G. (50 F) ; VANDERVART (30 F) ; VILLALBA T. (60 F) ; BAGNALL K. (50 F) ; BELLATON M. (100 F) ; SAINTAIN J.-L. (60 F) ; ARNAUD P. (60 F) ; BERAUD A. (110 F) ; Anonyme (40 F) ; RAGHEBOOM H. (60 F) ; DESCHAMPS E. (100 F) ; DUTHILLEUL Alain (110 F) ; GIRELLI D. (210 F) ; BERNARD A. (60 F) ; ROOY M. (60 F) ; BONNAFOUS Y. (60 F) ; TEYSSIER D. (500 F) ; Anonyme (150 F) ; ROLLAND D. (60 F) ; SCHILLER P. (60 F) ; FRANÇOIS J.-P. (100 F) ; Gr. Sevran-Bondy (60 F) ; GUERIN N. (60 F) ; LE DIGOU A. (60 F) ; Anonyme (50 F) ; CHAPPELLIER E. (60 F) ; FELIU A. (60 F) ; HURLIN F. (100 F) ; Anonyme (50 F) ; Gr. Puig-Antich de Perpignan (1 000 F) ; CHARRIOT J.-L. (60 F) ; FOURCADE P. (60 F) ; BALRY R. (60 F) ; GIRY Y. (250 F) ; RICOUX R. (60 F).

Total juin, juillet, août : 4 440 F
Total depuis janvier 1989 : 22 774 F

Prélèvements automatiques mai, juin, juillet 1989 : Lionel NICAUD (50 F) ; Alain CABANETTES (100 F) ; Mateo SANCHEZ (50 F) ; Alain BADER (69 F) ; Patrice ATZORI (50 F) ; Gr. Berneri (150 F) ; Pierre BOUEY (80 F) ; Bruno LAPASSET (100 F) ; Jean CORNIC (10 F) ; Daniel COSTES (50 F) ; Gérard ESCOUBET (50 F) ; Luc FERNANDEZ (50 F) ; GIRAUD-CHAVIGNER (300 F) ; Gr. de Rouen (50 F) ; Guy MILLOT (20 F) ; ETCHEGOREN (100 F) ; Gérard PIVERT (25 F) ; Louis MAGLIONA (200 F) ; Graziella MAEIR (50 F) ; Yves Peirat (50 F) ; Yves PEYRAUT (100 F) ; François GÉRARD (60 F) ; Jean-François RETOU (100 F) ; Didier CORDELET (30 F).

Total mai, juin, juillet 1989 : 5 682 F - frais = 5 211,73 F
Total depuis début 1989 : 12 093,95 F.



IMPÔTS

L'Etat sans un sou ?

L'ANCÉE le 6 juin dernier, la grève à la DGI (Direction générale des impôts), après la torpeur estivale, reprend de plus belle. Au lieu de s'essouffler cet été, le mouvement est resté actif sous diverses formes. La plupart des grèves ont été suspendues fin juillet, à l'exception d'une quinzaine de départements. Le mois d'août a surtout été celui de l'information du public avec la distribution, au plan national, le 4 août, d'un tract. Ce tract expliquait les réformes de la fiscalité, fort néfastes pour le salarié. Tout le mois d'août, une pétition réclamant l'ouverture de négociations a circulé et recueilli 22 000 signatures. Portée au ministre Bérégovoy le 29 août, ce dernier a refusé de recevoir la délégation qui la portait.

Suite au refus du ministre, les syndicats unis en intersyndicale appelaient tous les agents à la grève pour le 5 septembre, date où le ministre devait faire des propositions « superbes » aux agents des finances. De nombreux départements entrent en grève et, par tout, des assemblées générales se tiennent. Les propositions ministérielles du 5 septembre ont été analysées par la CGT comme étant de la provocation et du chantage. Analyse exacte quand on sait que, d'entrée de jeu, le ministre déclare que ses propositions sont à prendre ou à laisser. Les propositions, elles-mêmes, sont navrantes : une prime de 1 500 F pour l'année 1989 et une prime de départ à la retraite de 15 000 F (qui seront portées respectivement à 2 200 F et 20 000 F) ; de petits avantages pour quelques grades (comme les chauffeurs du ministère) ; et des crédits de fonctionnement (par exemple, 10 millions pour les services sociaux, soit deux cantines). Rien que des petites choses dans la lignée de la politique rocardienne.

en bref...en bref...

• ANTIMILITARISME.

Manuel Perier a été condamné, le 30 août, à six mois de prison ferme pour insubordination à l'armée. Il vient d'être adopté comme prisonnier d'opinion par Amnesty International. Pour exprimer votre solidarité, écrivez à Manuel Perier, Maison d'arrêt, 72, rue d'Auxonne, 21000 Dijon et protestez auprès de M. Pierre Arpaillange, ministre de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris cedex 01.

• INITIATIVE.

Le journal Article 31 vient de lancer un projet de centre d'étude et de documentation sur les extrémistes de droite. Ce centre devra : recueillir l'information, assurer son accès et sa circulation, capitaliser les connaissances, informer sur ce qui existe, aider la recherche, favoriser les échanges, les confrontations, les coopérations... Article 31 appelle les organisations engagées dans le combat contre le racisme et pour les droits de l'homme, à participer à l'élaboration et à la réalisation de ce projet.

• SOS-HAÏTI.

Le Collectif des Haïtiens en France vous appelle à soutenir leur appel en faveur d'une véritable démocratie, le samedi 7 octobre 1989 de 18 h à 21 h 30, salle Maison-Verte, 127, rue Marcadet, 75018 Paris (métro Jules-Joffrin).



Aucun des syndicats n'a accepté ces propositions, qui ont fait réagir violemment les agents (« on n'est pas des mendiants... »). D'ailleurs, les syndicats ne peuvent pas signer au rabais, puisqu'ils sont mandatés par les assemblées générales sur des revendications précises : revoir les carrières ; reconnaître les qualifications ; réimplanter les 5 000 emplois supprimés depuis 1982 ; et des augmentations de salaire allant de 1 200 F à 2 200 F.

A l'heure actuelle, 58 départements sont en grève et les agents sont bien conscients de deux choses : la lutte sera longue, et ce n'est pas seuls qu'ils gagneront. La lutte sera longue car les revendications remettent en cause bien des aspects du statut de la Fonction publique et, en cas de victoire, cela ferait tache d'huile sur les autres ministères. Voilà pourquoi Bérégovoy se refuse à négocier sur ces revendications, et voilà pourquoi les agents des

impôts attendent beaucoup de la lutte de tous leurs camarades fonctionnaires. Tout d'abord, ils attendent la lutte des agents du Trésor et des douaniers. Le Trésor ne devrait pas tarder à entrer en action avec l'échéance du troisième tiers de l'impôt sur le revenu et la taxe d'habitation. Pour les douaniers, il n'y a pas de mobilisation. Il semble que ceux-ci pensent plus ou moins que, pour eux, c'est fini (avec l'intégration européenne), et qu'ils cherchent individuellement à savoir dans quel ministère ils seront intégrés. L'interrogation première des agents des impôts est aussi de savoir si les PTT ou les enseignants vont entrer en lutte.

Après déjà trois mois de grève, l'Etat commence à être aux abois sur le plan financier. Des milliers de chèques de TVA attendent d'être encaissés, et le retard pris mettra des mois à être résorbé. L'Etat a dû emprunter à la Caisse des dépôts plusieurs millions de

francs pour avoir des liquidités et prendre quelques mesures de rétention. Les percepteurs ont reçu l'ordre de n'accepter aucun étalement ou aucun délai de paiement pour le règlement du troisième tiers (il faut que l'argent entre au maximum). Et les syndicalistes de pointe ont été sommés par le préfet local d'arrêter rapidement le mouvement, sinon celui-ci devrait agir. Agir comment ? En réquisitionnant les grévistes du réseau comptable, pour encaisser les chèques en souffrance.

Pour l'instant, nous pouvons nous réjouir sur deux points au plan de la lutte. Pour la première fois un mouvement suspendu pendant les vacances reprend de plus belle à la rentrée. Et, d'autre part, la lutte ne se cantonne pas au corporatisme, donc les grévistes appellent tous les fonctionnaires à la lutte.

PHILIPPE
(Gr. Louise-Michel)

AVENIR DES PTT

L'enjeu du service public

UNE fois n'est pas coutume, les PTE ces derniers temps ont les honneurs de la presse. Les PTE (Poste-Télécoms-Espace) c'est les P et T (Poste-Télécoms), bref les PTT (Poste-Télécoms-Télégraphe). Le motif, c'est l'avenir de la Poste, le rapport Prévot, le « grand débat public », et un projet de loi prévu au printemps prochain changeant le statut de l'administration et de ses 435 000 agents. Partout, c'est la même argumentation : la « nécessaire et inéluctable » (sic) évolution du service public vers le marché concurrentiel et qui serait favorable à tout le monde, l'économie, les usagers (petits et grands) et le personnel.

Autour du débat sur l'avenir des PTT, dont le rapport Prévot n'est que le support, s'affrontent deux conceptions antagoniques. D'une part la notion de service public caractérisée par quelques principes de base dont la volonté d'assurer l'égalité d'accès de chacun aux services postaux. Cette égalité implique notamment que la rentabilité ne

soit pas la condition indispensable au maintien (ou au développement) des activités ; ainsi, aussi bien la diffusion de la presse écrite sur l'ensemble du territoire que la distribution postale dans le plus isolé des hameaux de Lozère, s'ils relèvent du service public, sont notoirement déficitaires. Contrairement à une idée reçue, leur financement n'est pas assuré par l'Etat, mais par la péréquation des tarifs dont l'idée fondamentale ne repose pas sur le seul prix coûtant, mais sur l'harmonisation des tarifs afin que les activités rentables financent celles qui ne le sont pas.

L'autre conception, dont le marché de la communication est l'enjeu, est purement commerciale. Elle est soutenue par les grandes entreprises, notamment de la communication, et appuyée depuis plusieurs années par les gouvernements successifs, sur fond de dérégulation mondiale et d'harmonisation européenne.

Avec le rapport Prévot, il s'agit d'aller plus loin, en sortant la Poste

du statut d'administration d'Etat par la création de deux « Etablissements publics industriels et commerciaux » (EPIC) et en retirant aux 435 000 agents le statut de fonctionnaires. Après un débat public destiné à faire passer la pilule et malgré lequel s'est dégagé un très fort attachement des usagers pour le service public et des agents pour le statut, Prévot a remis les 104 pages de son rapport au gouvernement.

Alors que Quilès a reçu la CFDT et FO le 8 septembre et s'apprête à les recevoir à nouveau le 3 octobre, certains signes indiquent qu'au niveau du personnel la bataille de l'éclatement de la Poste et des Télécoms est loin d'être gagnée par le gouvernement malgré une rhétorique hypocrite et une stratégie toute en faux-fuyants. Mais de ce rapport, de ses recommandations inacceptables et des réactions qu'il suscite nous aurons très prochainement l'occasion d'en reparler dans nos colonnes.

G. C.

GRÈVE

La météo en dépression

TERMINER une grève, il faut savoir le faire, raconte-t-on dans les chaumières syndicales. Le 13 juillet 1989, le « bel été » de la grève de la Météorologie s'achève. Après huit jours en février puis cinq longues semaines en juin et juillet, le travail reprend.

De ce conflit deux points ressortent : d'abord le recul du ministère de tutelle (ministère des Transports) ; ensuite, le mouvement revendicatif qui, en février, avait été tenu à bout de bras par les seuls syndicats (FO, CFDT et CGT), fut, en juin, pris en charge par une majorité de personnels. Sur le premier point, le ministère a reculé face à la détermination des météo, qui ne voulaient pas d'un projet de refonte statutaire au rabais proposé par la direction de la Météo.

Sans entrer dans les détails, à ces nouveaux statuts étaient adjoints un service minimum et un budget annexe. Comme on le voit par ailleurs dans d'autres secteurs de la Fonction publique : rien de bien nouveau, si ce n'est des attaques persistantes contre le droit de grève et le statut des administrations.

Après cinq longues semaines de grève marquées de nombreux rebondissements (manifestations parisiennes ; occupations des tours de contrôle ; prise, le 29 juin 1989, du ministère des Transports ; occupation par les CRS des locaux de la Météorologie), l'obligation était faite d'ouvrir de nouvelles négociations qui aboutirent à un protocole d'accord signé par la CFDT et FO, avec l'approbation majoritaire des personnels. Cet accord allait dans le sens de certaines revendications du personnel, bien qu'on soit encore loin des statuts souhaités : objet central du conflit.

Cette signature comprenait un volet d'avancements pour de nombreux météo dans un grade supérieur et des primes arrosant tout le personnel.

A noter que cette seconde suspension du mouvement revendicatif météo (juillet 1989), bien qu'approuvée majoritairement, a fait grincer de nombreuses dents.

L'attitude de la CGT, flottante pendant tout le conflit est exemplaire : le samedi, elle est prête à reprendre le travail sous n'importe quelles conditions ; le mardi suivant, elle refuse sa signature en avançant des arguments de plus en plus farfelus, tout en notant la « richesse » des acquis sociaux.

Sur le second point, la semaine de grève de février 1989 (premier épisode de cette lutte), par inexpérience et attentisme, ne fut supportée et impulsée que par les seuls militants syndicaux, bien que l'exemple des coproductions infirmières et autres fit rêver une partie des non-syndiqués et quelques adhérents méfiants.

En juin, la peur du pourrissement, la fin de non-recevoir du ministère et l'absence d'imagination des syndicats en place, ont poussé une très large majorité de météorologistes à faire le dur apprentissage des luttes sociales. En effet, beaucoup d'initiatives sont nées en dehors de l'appareil syndical qui s'adapta mais jamais ne surenchérit. La prise en compte du mouvement par les météo eux-mêmes fut et restera la très grande satisfaction de ces cinq semaines d'un été orageux à la Météorologie.

L'automne s'annonce caniculaire, mais l'expérience de ce conflit sera grandement nécessaire aux générations futures.

Emilie BAR

HANDICAPÉS

Sous-prolétariat ?

EN cette année où l'on dépense avec fracas l'argent des contribuables en fastes inutiles, et où il est beaucoup question des droits de l'homme ; il convient d'ajouter à la dénonciation des TUC, SIVP, RMI et autres mesures visant à institutionnaliser la précarité, la honteuse exploitation (dans la plus pure logique capitaliste) du travailleur handicapé.

En effet, la notion de SMIC, que l'on pouvait encore considérer comme acquise il y a quelques années, nous apparaît aujourd'hui bien bafouée ! Ils sont nombreux les caractériels et autres « inadaptes », travailleurs de CAT ou d'Ateliers soit-disant protégés à survivre avec un salaire de misère (3 500 F brut) ne suffisant pas, à l'instar de l'allocation chômage, à vivre décemment. Le patronat, fort de ses pratiques plusieurs fois centenaires, elles, a cru trouver là une main-d'œuvre à bon marché et facilement malléable, la politique du bâton et de la carotte ayant cours ici comme ailleurs.

En effet, tout ce qui a trait, de près ou de loin aux droits de l'homme, est sciemment ignoré ; aucune espèce de syndicalisme dans ces entreprises, donc pas de droit à la grève ; les rares élections de délégués du personnel ayant lieu — lorsqu'elles ne sont pas contrariées — ne laissant aucune chance à l'handicapé de faire entendre ses doléances, car les élus sont dans la plupart des cas des membres du personnel d'encadrement.

D'autre part, l'absence honteuse des conditions élémentaires de sécurité est à signaler... avec la bénédiction de l'administration concernée pouvons-nous croire, puisque la carence en ce domaine est pratiquement absolue ! Manque d'extincteurs dans les locaux, outillage dangereux et hors-norme, ceci sans vraiment exagérer, et la liste serait longue... Ajoutons à cela les lamentables condi-

tions de logement que subissent les travailleurs handicapés, et le tableau pourra se compléter. Une partie d'entre eux vivent dans des foyers, donc en vase clos (ne mélangeons pas torchons et serviettes !), maintenus à l'écart de toute réalité, donc de tout moyen pour eux de parvenir à une quelconque émancipation ; tandis que l'autre fraction végète dans les ZUP et autres Z, ces ghettos à la périphérie des villes, remplis de leurs congénères (« cas sociaux »), lieux sordides sans ombre d'espoir à l'horizon, poussant à la violence et à l'alcoolisme.

Ayant travaillé plusieurs années avec ceux que je me refuse à appeler « caractériels », car nous les sommes tous, je clame haut et fort auprès de vous, compagnons anarchistes, leur humanité. Sont-ils donc des bêtes, des sous-hommes pour que nous les laissons ainsi crever d'ennui dans l'ignorance de leur propre valeur d'homme, loin de toute voie émancipatrice ? Avons-nous le droit de les maintenir dans cette situation de quasi féodalité ?

Non, bien sûr. Et nous ne devons pas les oublier dans notre lutte acharnée pour la liberté. Nous devons leur laisser une place de choix dans la société libertaire que nous créerons un jour. Et ce combat pour la reconnaissance explicite de leur statut inaliénable d'hommes et de femmes libres (dans la mesure ou nous le sommes), ce combat doit commencer ici-même et maintenant et aboutir dans les actes et dans les faits.

Fabrice HURLIN
(Liaison Creuse)

Un service régulier
et pratique
l'abonnement

Communiqué de la Fédération anarchiste

Suite à l'annonce du procès intenté à Djellali Mihoubi, l'un des « meneurs » de la mutinerie d'Ensisheim, pour coups et blessures, la Fédération anarchiste tient à dénoncer la pratique systématique des tabassages en prison, l'acharnement de l'administration pénitentiaire sur les prisonniers en lutte et la complicité de la magistrature dans cette tentative de destruction physique et morale des détenus.

Deux exactions commises par l'administration pénitentiaire au courant de l'été confirment le caractère systématique et prémédité des tabassages : le 13 juin dernier, à la suite d'un mouvement de révolte, sept détenus de Clairvaux, désignés comme meneurs par l'administration pénitentiaire, sont victimes de sévices physiques ignobles, alors même qu'ils sont désarmés et sans défense. Le 22 juillet, Djellali Mihoubi, plus connu sous le surnom de Kyou, est agressé par trois surveillants alors qu'il avait entamé, avec dix de ses camarades, une grève de la faim pour demander l'abolition des quartiers d'isolement, du mitard, du prétoire, du statut de détenu particulièrement surveillé (DPS) et l'amnistie des mutins d'Ensisheim, de Besançon et de Poissy. Alors que les marques de coups ont été dûment constatées par la police et par un médecin de l'administration pénitentiaire, la plainte du détenu a débouché sur un non-lieu... tandis que ses tortionnaires obtenaient son inculpation pour coups et blessures !

Systématiquement isolés, interdits de parloirs, voire de courrier, perpétuellement fouillés, transférés, harcelés au nom du statut arbitraire de DPS, les prisonniers qui s'inscrivent dans le long mouvement de lutte qui anime les prisons depuis près de quatre ans, risquent également des sévices physiques qui portent un nom : la torture.

Les magistrats cautionnent et perpétuent cet état de fait : jamais l'on ne vit de gardien inculpé pour coups et blessures, le tabassage faisant partie de leurs fonctions. Le détenu rebelle, lui, n'a aucun droit, aucun recours face à l'arbitraire pénitentiaire.

A l'occasion du procès inique qui s'ouvrira le 27 septembre à Moulins, la Fédération anarchiste réaffirme son opposition à la justice bourgeoise, et son soutien aux luttes que les prisonniers ont engagées contre les quartiers d'isolement, les statuts spéciaux, le prétoire, le mitard, et pour l'amnistie des « mutins ».

FÉDÉRATION ANARCHISTE

LYON

Zorro maire de Lyon

LOUIS PRADEL (l'homme pour qui l'autoroute en centre-ville devait amener progrès et prospérité à Lyon), rêvait d'un Manhattan lyonnais au carrefour des Europes (ne cherchez pas, cela ne veut rien dire, c'est médiatique) ; et, tel le créateur faisant jaillir la lumière des ténèbres, il fit raser tout un quartier populaire et pousser la Part-Dieu : cité administrative et financière où l'on ne trouve pas un seul logement et où les anars ne sont pas prêts d'ouvrir un local visus les prix qui s'y pratiquent et les pingouins encravatés qui la fréquentent.

Vient ensuite la succession fantomatique du sénateur-maire Francisque Collomb à l'idéologie tout aussi mégalobétonomane. Et de continuer la reprise en main du tracé urbain, revalorisant les quartiers populaires (cela veut dire expulser tout ce qui y fait populaire) et favorisant ouvertement la spéculation immobilière à outrance. Il est en effet significatif que le tracé des lignes du métro s'étire sur les quartiers bourgeois, commerçants et piétonniers, alors qu'aucune des trois universités (70 000 étudiants) n'est déservie. Pas plus que les quartiers industriels (V^e, III^e, IX^e, VII^e et VIII^e arrondissements), tout ça pour avoir en fin de compte les transports les plus chers de France. Qui a parlé de service public ? Enfin, on vit le tracé de la ligne D du métro traverser des quartiers autrement moins chers en direction de banlieues rouges... revirement ?

Que nenni ! La maire du III^e arrondissement a déclaré, dans un meeting à la Mutualité, qu'il faut assainir le quartier de la place du Pont. La place du Pont est le lieu où, depuis toujours, les communautaires d'étrangers vivant à Lyon se réunissent ; c'est ça qu'il faut assainir ! Pour cela, on ferme le grand Prisunic ; met-il invoqué par la presse locale en filigrane : en faillite à cause des Arabes qui volent à l'étagère. Puis, on rénove les chaussées et on crée des places de parking pour relever le standing du quartier

et de ses commerces et, au final, on rase tout, on expulse à tour de bras les vieux locataires aux loyers bloqués, « on nettoie les taudis » et on reloges leurs habitants en banlieue.

Le schéma est désormais classique dans bien des villes. On construit des résidences de luxe : tout confort, parkings incorporés, bassins et jardins « privés » d'agrément avec vue imprenable sur la ville — quasiment en plein centre, la circulation en moins. Il ne reste plus qu'à inaugurer le métro... Facile ! On a donc un quartier neuf et très chic à vendre, au cœur duquel se situe le siège du PS local, tout rénové, lui aussi, ne fera sûrement pas tache vu le silence total qui le caractérise sur le problème des expulsions dans le quartier.

Voilà, bien résumé et avec beaucoup d'oubli, le passif de l'équipe municipale de droite. La santé bréjnévienne de Collomb ayant sans doute facilité l'arrivée de Michel Noir au fauteuil de maire ; une équipe de droite s'est installée à la place d'une équipe de droite, qui ne se démarquera certainement pas de la précédente par une politique anticapitaliste, sociale et libertaire de l'habitat urbain, ou alors je me fais nonne.

Michel Noir, c'est du clean, c'est même Kleenex quand il débarque, sa joyeuse équipe à ses côtés, nettoyer lui-même la gare de la Part-Dieu toute salie par d'odieuses grévistes méchamment insatisfaits de leurs conditions (cf. *Monde libertaire* n° 756). Et s'il fait hâter les négociations, c'est qu'il lui faut du net (peut-être pour la grande rencontre des rénovateurs à Lyon fin juin ?). Idem pour le SCALP à la Croix-Rousse (cf. *Monde libertaire* n° 756) ; quand notre Zorro d'Michel vient faire le tampon-médiateur entre les flics et les « scalpeurs », c'est parce que les lacrymos, les CRS et les Indiens dans la rue ça ne fait pas clean. Si ça avait été par idéologie, il serait venu au concert et il n'y aurait pas eu de déficit avec les jeunes RPR, sponsoring oblige... Eh pis tiens, quand

Bruno Guilloiré enfin libre !

Le 13 juillet dernier fut une journée de grande joie dans les milieux anarchistes et antimilitaristes. Notre camarade Bruno Guilloiré, insoumis total, était enfin libéré après trois mois d'incarcération à la maison d'arrêt d'Amiens. L'arrestation de ce farouche antimilitariste, membre du groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste, avait jeté l'effroi dans notre entourage. Une fois de plus, dans son immense bêtise, l'Etat français accueillait dans ses geôles un prisonnier pour délit d'opinion. Une fois de plus, Amnesty International était à nos côtés pour soutenir un insoumis. Nous rappelons que chaque année le pays de Déclaration des droits de l'homme enferme 200 insoumis. Ceci permet à la France de figurer chaque année dans le rapport d'Amnesty International. Par notre plume, Bruno tient à remercier toutes celles et ceux qui l'ont soutenu au travers des différentes pétitions et manifestations appelant à sa libération. Restons vigilants, refusant l'école du crime met encore en danger « la liberté des citoyens ».

Marcel CHASSEPOT

j'aurais rajouté que comme Chirac il ne veut plus voir de bombages et d'affiches sur les murs de sa ville (notre ville), on verra bien que notre maire, ce n'est plus à Zorro qu'il joue, mais à la Mère Denis.

Adèle MICHU
(Gr. Galina-Makhno de Lyon)



Francisque Collomb et Michel Noir.

ÉCOLOGIE

Manque de flotte !

SUR une partie de la France (au sud d'une ligne Avranches-Nice), la sécheresse a fait des siennes. Pêcheurs, agriculteurs et hôteliers ont été les premiers concernés par ce manque de flotte, à des titres divers : les hôteliers ne se plaignent pas de cette année exceptionnelle au point de vue fréquentation touristique ; à l'inverse des pêcheurs qui on vu les rivières s'assécher et les poissons crever, et des agriculteurs qui ont regardé leurs cultures se dessécher sur pied et les bêtes tirer la langue à longueur de journée.

L'eau, ressource à protéger ?

Par endroits, les vertus d'une eau propre ont été redécouvertes un peu tardivement, puisque ce sont les poissons asphixiés (là où il y avait encore du poisson) qui auront révélé la pollution constante qui affecte les milieux dits naturels.

Les médias ont abusivement présenté le phénomène en oubliant d'expliquer que le manque d'oxygène dans l'eau n'était pas dû au soleil, mais plutôt à la destruction naturelle des polluants aquatiques, opération qui nécessite de l'oxygène en proportion de l'importance de la pollution. L'assèchement des rivières aurait par ailleurs été sans doute moins accentué si les zones humides (marais, prairies mouillées, etc.) n'avaient pas été détruites, et si les éléments paysagers qui retiennent l'eau dans le sol avaient été

davantage préservés, au vu et au su de leur rôle d'éponge et de régulateurs de l'écoulement de l'eau.

Mais quasiment tout le mouvement écologiste s'est fourvoyé dans une dérive politicienne et/ou dans le naufrage stérile de l'acharnement aveugle contre la chasse (1).

Et du coup, là où il y en aurait besoin, les écologistes ne sont pas présents pour empêcher les erreurs techniques et profiter des événements liés à la sécheresse, pour insuffler une nécessaire réflexion sur les méthodes de développement des activités humaines.

Comme en 1976, le bilan de la sécheresse de cette année risque fort d'être superficiel et, la prochaine fois, nous serons tout autant démunis. Peut-être qu'à cette époque, d'ailleurs, les arrivistes de l'écologisme politiciard seront au pouvoir, profitant de la mauvaise information de la population française, pour se faire élire avec des chèques en blanc. Gageons que ces rigolos, abusant de la crédulité d'un électoralat plein d'illusions sur les facultés des « verts » à changer la société, seront tout autant « gros-jean comme devant » que les socialistes du gouvernement Mitterrand, qui promettaient de révolutionner la société française.

Et ceux qui verraient dans mon propos de la médisance sur le parti des « verts » n'ont qu'à venir me raconter, par exemple, ce que font les quatre élus « verts » au conseil municipal de la ville de Rennes, pour résoudre la pollution de la Vilaine, rivière anéantie par les eaux sales (insuffisamment épurées) de cette ville à sensibilité écologique marquée.

Ces clowns tristes préfèrent canaliser les énergies militantes vers le refus de l'implantation d'une petite porcherie dans le voi-



sinage d'un propriétaire terrien à la cravate verte, en argumentant que la ville de Rennes a besoin d'une eau non polluée pour s'alimenter.

Ce juste souci d'une eau propre est ainsi complètement détourné vers des intérêts particuliers (la petite porcherie en question prenant des mesures appropriées pour ne pas polluer avec l'épandage de ses effluents) et efface par ailleurs le souci nécessaire de rendre à la Vilaine une réputation moins mauvaise ; les anguilles en ont marre de devoir se faufiler dans les égouts à ciel ouvert de la ville de Rennes où quatre élus « verts » ne savent peut-être même pas que l'écologie est avant tout une science reliant la biologie à la physique, la géographie, la sociologie...

Cheval de bataille de la FNSEA et du CNJA, plus « beaufs » que jamais (si les oranges ne poussent pas dans votre jardin, syndiquez-vous à la FNSEA qui vous défendra pour avoir une indemnité sécheresse), la sécheresse a en effet des conséquences désastreuses.

Cependant, l'agriculture s'est engouffrée (avec les incitations de l'Etat, du Crédit Agricole, des firmes agro-alimentaires et des notables ruraux) dans une impasse productiviste, coûteuse aujourd'hui.

Les modèles agricoles sont de plus en plus fragiles et les risques naturels bousculent régulièrement les cultures et l'élevage, qui tiennent de moins en moins compte des phénomènes naturels : qu'il fasse soleil en été, qu'il vente en automne, qu'il gèle en hiver ou qu'il pleuve au printemps, sont

tout compte fait des événements prévisibles.

Lorsqu'une agriculture s'éloigne des réalités écologiques, il ne faut pas s'étonner des problèmes qui l'affectent et qui font sombrer dans la déprime de nombreux paysans, ayant fait confiance, à tort, à tous les parasites qui prétendent s'accaparer le pouvoir politique et économique.

Si la sécheresse fait des dégâts, les branleurs qui s'amusent à manipuler les agriculteurs ne seront pas pour autant mis sur la paille ; il y a des coups de pied au cul qui se perdent !

VAINDIEU

(1) La chasse est pourtant un mal nécessaire à la régulation de la faune sauvage ; même si des progrès importants restent à faire pour parvenir à une chasse écologique.

« Télémagot »

Aubervilliers risque de devenir célèbre pour la naissance d'une nouvelle famille du communisme : les « transformateurs ». En première ligne, de hauts responsables de l'OPHLM qui occupent également des postes haut placés à la mairie.

Dans une affaire de consommation, qui met en opposition l'OPHLM et des locataires (1), des militants et responsables communistes ont réussi à mettre la loi de leur côté... d'une manière originale !

Le litige concerne l'installation d'une antenne collective de télévision et le coût des travaux pour les locataires du 48 rue Crèvecoeur à Aubervilliers. En effet, l'OPHLM exige que les locataires payent une quote-part en vertu d'une « loi du 2 juillet 1968 relative à l'installation d'antenne réceptrice de radio et télédiffusion » (sic).

Hélas, les communistes n'ont toujours pas compris soixante-huit. On pourrait penser qu'ils ont cru que les « événements » avaient modifié la législation relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion (loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 et décret n° 67-1171 du 22 décembre 1967). Il s'agit pourtant d'une législation très clairement fixée que Mai 68 n'a pas transformée... sauf, peut-être, dans l'imagination de certains.

A moins, qui l'aurait cru, que les communistes « prestidigitateurs » d'Aubervilliers n'aient sorti de leur chapeau une loi (ouvrière ?) pour justifier une exigence arbitraire, mais rentable : il n'y a pas de petits profits. N'est-ce pas incroyable ? Mais, il est vrai qu'à force de réécrire l'Histoire, on prend des habitudes...

Un camarade téléphone

(1) Soutenus par l'Association FO des consommateurs du 93.

ANTIFASCISME

Violences fascistes à Lille

PENDANT trois jours se tient chaque année la braderie de Lille ; plusieurs millions de personnes viennent regarder, acheter, fouiller... Trois jours de fête habituellement ; mais ce dimanche 3 septembre, vers 22 h, les skinheads agressent violemment le stand du SCALP (Section carrément anti-Le Pen) situé Port-de-Paris, en face du stand du groupe Humeurs-Noires de la Fédération anarchiste et à deux pas de la mairie et du commissariat central.

Action éclair et militaire

Armés de bates de base-ball, de gaz lacrymogènes et paralysants, une quinzaine d'individus de Troisième voie, du GUD (1) et du MNR (2) de la région, renforcés par des skins parisiens, attaquent le stand du SCALP. Alors qu'un premier groupe attire l'attention des militants à gauche du stand, le gros de la troupe en profite pour détruire et frapper par la droite. Cris de guerre, pluie de gaz et coups de bates atteignent militants et badauds, parmi lesquels des enfants. Après quelques minutes d'une violence inouïe, les agresseurs se retirent du champ de bataille tout aussi militairement.

Une militante du MRAP a été violemment projetée contre un mur et deux personnes du SCALP seront quant à elles plus sérieusement touchées et admises aux

urgences (nez cassé, traumatisme crânien, contusions diverses). Deux skins blessés se sont également présentés au CHR, mais ils ont préféré fuir quand on leur a demandé de décliner leur identité.

Quinze minutes après l'attaque, un des fascistes, Pascal Everaert (38 ans), revient sur les lieux... pour constater les dégâts ? Maîtrisés par les militants, puis interpellé par la police, il sera relâché le lundi 4 septembre dans l'après-midi.

D'autres violences ont eu lieu au cours de cette braderie : contre un pasteur (responsable d'un lieu d'accueil pour les « sans domicile fixe »), contre des Noirs et un jeune Magrèbin. Sept autres skins sont alors interpellés et tous relâchés rapidement.

Cette violence était prévisible sans que nous y croyions vraiment. Troisième voie et le MNR tenaient un stand sur la braderie et présentaient des revues (*Choc du mois*, *Cœur de lion*, etc.), des affiches (« Ni trust ni soviet »), etc. Une quinzaine de skins en tenue de combat montaient la garde auprès de leurs stands ; des provocations orales envers le SCALP avaient déjà eu lieu, mais comment prévoir qu'ils opéreraient leur coup de force au milieu de la foule à une heure de grande affluence ? Tous ces signes avant-coureurs étaient monnaie courante lors des diverses manifestations publiques lilloises, mais

l'attaque préméditée, organisée et hyper-violente, est une première et situe d'ores et déjà le débat antifasciste sur un autre plan.

Dos à dos ?

Le dimanche soir, au commissariat, les dépositions et les témoins étaient reçus au compte-gouttes, certains même refusés. Avec une certaine agressivité, et assez contents de voir skins et antifascistes se battre dans la rue, les flics renvoyaient dos à dos les protagonistes. « Les extrêmes qui se rejoignent dans la violence » est une idée qui a la vie dure ! En criminalisant les militants antifascistes, l'ordre républicain aimerait faire disparaître un mouvement gênant. A qui profite la montée du fascisme ?

Maurois, de son côté, a joué la carte de l'humanisme en s'indignant, par journaux locaux interposés, des actions fascistes et promettant de tout mettre en œuvre pour que cela ne se reproduise plus... bla-bla-bla. Le maire de Lille semble découvrir les pratiques des skins. Pourtant, l'année dernière, un jeune homme a été tué dans un parc, une étudiante a été défenestrée à la fac, les agressions visant dans la rue les immigrés se sont multipliées.

Ces manifestations de violence, jadis marginales et ponctuelles, deviennent de plus en plus fréquentes et ne se limitent malheureusement

pas à la métropole lilloise. Ces mêmes skins sont intervenus à Rouen, Eleu (cimetière juif), en Belgique... Au-delà du discours et de la sensibilisation antifascistes, primordiales et toujours nécessaires, il semble à présent urgent de se poser la question d'une organisation et d'une riposte plus fermes (cf. les zoulous à Paris).

Gr. Humeurs-Noires de Lille

(1) GUD : Groupe union défense.
(2) MNR : Mouvement nationaliste révolutionnaire.

Communiqué

La Fédération anarchiste se joint à l'appel du SCALP pour la tenue d'une manifestation de protestation contre les violences des fascistes commises en toute impunité, un an exactement après la mort de Patrick Le Mauff, assassiné à Lille par les skinheads. Cette manifestation aura lieu à Lille le 30 septembre 1989, à 16 h, à la Grande-Place.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

POLOGNE

Quelle situation ?

PENDANT combien de temps encore les Polonais vont-ils écouter Walesa ? Lui qui affirme aujourd'hui qu'il est « le plus grand démocrate du monde » et qu'en août 1980 « tout s'écroulait » (et non pas en décembre 1981), alors que pour dix millions de grévistes polonais, au contraire, tout peut-être aurait dû commencer...

Jusqu'à quand la supercherie va-t-elle opérer dans ce pays gâché, pollué, christianisé et bureaucratisé tout à la fois, où toutes les références politiques s'entrecroisent, basculent, sous la vigilance avide des capitalistes occidentaux ?

Les Polonais font la queue, étonnamment silencieux, devant le boulanger, le boucher, les guichets des postes, dans les stations d'essence, apparemment résignés avec leur porte-monnaie vide devant des étalages vides, au milieu de la fumée noire crachée par les autobus vétustes et rouillés. Pendant ce temps-là, Walesa, dont *Libération* vante la « stature d'homme d'Etat », fait le joli cœur devant la télévision américaine en avouant cyniquement ses rêves de prince...

Tous les médias de l'Ouest applaudissent (sauf, peut-être, *L'Humanité*). C'est la revanche contre l'ennemi communiste numéro un. Ou du moins celui que l'on veut bien nous présenter comme tel, car, pour les gros, on pourra toujours s'arranger. C'est qu'il y a des bénéfices à faire en Pologne ; et, pour quelques milliards, les capitalistes « démocrates » concéderont bien un fauteuil de ministre ou un hôtel particulier, grand luxe, payable en dollars s'il vous plaît. Et l'on oublie le 13 décembre 1981, et Jaruzelski devient, somme toute, quelqu'un avec qui l'on peut parler ; le POUP est le plus gentil des partis communistes, puisqu'il accepte (a-t-il le choix ?) de partager le pouvoir...

imbuvable, comme un discours de Ceausescu.

Les Polonais, qui ne se sont jamais soumis « mentalement » au communisme, ne vont pas commencer parce qu'un petit arriviste chrétien-démocrate a réussi à se faire une place plus confortable dans les anti-chambres du pouvoir. Les Polonais, qui ont résisté à l'état de guerre, qui vivent quotidiennement avec la pénurie (les jeunes surtout), n'ont pas dit leur dernier mot.

Walesa va peut-être jouer, pendant quelques temps, son rôle « illustre » de pompier face aux grèves qui resurgissent toujours, ici ou là. Mais le mouvement qui a fait naître Solidarité peut repartir, sous une autre forme, peut-être. Déjà des comités de grève s'organisent en dehors de Solidarité et des syndicats officiels, obligent la direction actuelle du syndicat déchu à créer ses propres comités.

D'autre part, les étudiants polonais, qui ont fondé WIP et le Mouvement pour la paix, qui ont obtenu le statut d'objecteur de conscience et qui, aujourd'hui, construisent la Fédération anarchiste polonaise, ceux-là ne se laissent pas bernier par le double langage permanent du leader tant aimé de nos médias.

Ceux-là refusent toute alliance, toute concession avec le POUP, et ils sont suivis par un nombre croissant de personnes qui les rejoignent dans les manifestations pour crier : « Les Russes, à la maison » ou « Le Parti, dehors ». Face à l'Eglise, face au communisme, face aux réformistes, leur tâche, comme la nôtre, est immense.

Mais en Pologne, comme peut-être dans les autres pays de l'Est, la démarche vers une société libertaire apparaît désormais comme la seule solution crédible pour un nombre croissant de jeunes polonais. Enfin, de nombreuses associations liées à l'écologie

POLOGNE

A quoi sert l'Etat ?

DEPUIS plusieurs semaines, les médias français et occidentaux remplissent nombre de colonnes avec les « affaires » polonaises : un carmel à Auschwitz, un gouvernement de cohabitation catholico-communiste !

Revenant d'un voyage de deux semaines dans ce pays, pendant lequel nous avons rencontré les militants de la jeune Fédération anarchiste polonaise, nous avons pensé qu'il serait utile de faire entendre d'autres voix quant à la situation réelle de la population de ce pays.

La vie quotidienne est caractérisée par les difficultés liées à l'approvisionnement alimentaire et à l'inflation du coût de la vie. Cet été, le sucre et le sel manquent ; quant à la viande, peu de gens en achètent en raison de son coût, même quand on en trouve dans les magasins. Une personne avec un bas salaire (environ 50 000 zlotys) en dépenserait plus du tiers pour un kilogramme de viande ! C'est comme si le kilogramme de bœuf coûtait 1 500 F à un smicard ici. Un pain représente une heure de salaire, un kilogramme de tomate, deux à trois selon les villes, etc. L'inflation est réelle et écorche le pouvoir d'achat des gens, bien que les salaires augmentent aussi. Des produits sont introuvables, même avec des devises et si riche soit-on, comme l'eau minérale.

Finalement, du point de vue économique, on peut dire que le système mis en place par les partis communistes dans les pays de l'Est est un système en situation globale d'échec total : ceux qui produisent les richesses n'en voient pas le résultat ; les producteurs comme les consommateurs sont lésés et le pays est lui-même en faillite. Au profit de qui ? Tout d'abord, le POUP, pour maintenir son pouvoir, a besoin d'argent pour entretenir ses « troupes » (milices, directions d'entreprises et cadres politiques, soit 1,5 à 2 millions de personnes composant la « nomenklatura »). Ensuite, la Pologne ressemble finalement à un pays colonisé, colonisé par la Russie, celle-ci exploitant les matières premières produites (agriculture, charbon, soufre, etc.).

Pour beaucoup, ici comme là-bas, l'accord intervenu entre Solidarité et les communistes paraît être la meilleure solution possible : le POUP n'a jamais obtenu la confiance de la population polonaise ; depuis le début des années 80, même la répression n'était plus efficace ! On menaçait de trois mois de prison quiconque était en possession d'un tract (pour trois tracts, c'était un an) ; comme tous avaient des tracts, la peine est devenue d'un an pour un tract et de dix ans pour une grève ! Si nombreux étaient ceux qui avaient des tracts, qu'il n'était plus envisageable de les arrêter tous ! Cela démontrait surtout que même la répression avait perdu sa force dissuasive. Le POUP a donc été contraint de chercher un allié qui lui apporterait un climat social plus serein et de l'argent. Il l'a trouvé chez certains membres de Solidarité qu'on désignerait ici comme étant des « chrétiens-démocrates » : le concordat est intervenu entre deux « élites », la nomenklatura communiste et l'Eglise, par l'intermédiaire du courant catholique existant au sein de Solidarité, avec le concours d'intellectuels modérés comme Mazowiecki.

Cet accord voudrait faire croire aux Polonais et aux Polonaises — et à l'opinion publique mondiale — que les dernières élections d'avril 1989 étaient des élections libres, par rapport aux précédentes baillonnées. Comment expliquer alors qu'en 1985 il y a eu 66% de votants, et moins de 55% en

1989 ? En fait, il y avait moins de concurrence et de choix en 1989 qu'en 1985, malgré la présence de candidats de Solidarité ; auparavant deux candidats se présentaient pour un poste pour des motivations locales ou des rivalités individuelles. Cette fois, la conséquence de l'accord intervenu est qu'il n'y avait pas plus de candidats que de sièges à pourvoir. Solidarité avait pour objectif que la population vote ; on ne peut pas dire que cela soit la grande réussite que l'on nous présente. Bien sûr, les électeurs qui se sont déplacés ont plébiscité Solidarité, mais ils ne sont guère plus nombreux que les abstentionnistes actifs qui ont suivi les mots d'ordre de boycott lancés par divers groupes, sans compter ceux qui ont voté « blanc » ou « nul » volontairement.

Cela prouve que la vie politique polonaise est beaucoup moins simple que celle décrite ici, qui ne parle que des accords entre le POUP et Solidarité ; cette version des faits gomme le rôle effectif joué par l'Eglise catholique dans ce courant de Solidarité ; elle essaie aussi de faire croire que si une certaine libéralisation sociale, par le biais d'urnes à remplir tous les quatre ou cinq ans, suffisait à satisfaire les réels besoins de la population. Certes, personne ne va se plaindre d'aller moins souvent en prison, de pouvoir tenir une réunion pendant le temps prévu sans interruption policière. Cela compte, mais n'est pas suffisant. Réduire la situation polonaise à un face-à-face catholico-communiste, devenu un coude-à-coudes est une vision partielle. La nomenklatura a intérêt à ce que le parti ne perde pas trop de pouvoir, pour sauvegarder ses avantages matériels ; l'Eglise, quant à elle, veut augmenter le sien dans ce pays de tradition religieuse : elle tient là une revanche certaine.

Pour beaucoup de Polonais ayant lutté ces vingt dernières années, subi la répression, l'accord est la seule solution. La menace russe pèse encore, même si elle s'est allégée — perestroïka oblige.

A son origine, Solidarité, forte de dix millions de membres, avait un aspect très attractif : elle se voulait démocratique et unitaire ; elle avait gagné les accords de Gdansk. La répression et la clandestinité ont fait leur œuvre de division et de démobilité. La mainmise sur ses moyens par Walesa et ses amis ont empêché toute possibilité d'expression différente et muselé le débat. Il est scandaleux que Walesa continue à utiliser l'aura, le sigle et les moyens de Solidarité pour établir un parti politique chrétien-démocrate qui s'allie avec qui que ce soit pour arriver au pouvoir. Où est la défense des travailleurs, tâche essentielle du syndicalisme ? Il s'agit d'imposer une politique d'austérité à la population pour permettre au capitalisme de s'installer et de faire des profits, tant par l'exploitation des salariés que par l'ouverture de nouveaux marchés à la surproduction occidentale.

Confronté à cette alliance, Polonaises et Polonais seraient plutôt dans l'expectative : les mythes ont la vie dure, et Solidarité en a été un, en est encore un pour certains ; les médias polonais et occidentaux ne parlent que des aspects positifs de l'accord. Si peu de voix s'élèvent pour le critiquer. Alors ceux qui émettent hésitations ou critiques se sentent seuls, isolés ; d'autres attendent une amélioration immédiate de leur situation matérielle et s'impatientent devant la lenteur des négociations pour former le gouvernement. Beaucoup s'interrogent avec anxiété quant au contenu du

programme économique qui sera mis en œuvre.

Cependant, déjà, des mouvements spontanés de protestation naissent ; bien sûr, personne ne les évoque. Mais, au printemps dernier, des grèves ont eu lieu dans les postes et les transports en commun, grèves qui se sont déroulées un peu à la mode des coordinations d'ici, dans ce qu'elles comportaient de spontanéité et de méfiance à l'égard des syndicats (les officiels comme Solidarité). Walesa ou ses adeptes ont d'ailleurs essayé de les arrêter. Cet été, même Solidarité appelle à une heure de grève tel jour dans telle entreprise, tel jour dans telle autre, pour tenter de canaliser le mécontentement de la base.

Dans l'accord avec le POUP, l'élection de « comités de grève » dans les entreprises a été prévue, ces comités de grève ayant pour rôle... d'éviter revendications et... grèves ! Pour les postes de délégués de ces comités, une concurrence parfois violente se joue entre candidats des syndicats officiels (OZZ) et candidats de Solidarité. Parfois, ce sont des militants plus indépendants, plus combattifs et moins compromis qui sont élus par les travailleurs. Des rumeurs circulent au sujet du refus par Walesa du poste de Premier ministre : le rôle qui lui serait dévolu serait celui de « pompier » du nouveau gouvernement face au mécontentement de la population. Une certaine prise de conscience de l'« arnaque » constituée par le concordat apparaît ; celle-ci ne s'exprime pas encore de façon collective, élaborée. Effervescence et pluralisme caractérisent les groupes très nombreux, vivants, qui essaient d'agir — ensemble ou séparément — sur des objectifs concrets et précis. Echaudés par la confiscation de Solidarité par une fraction, les gens semblent préférer des groupes plus petits et plus homogènes à une organisation qui serait plus unitaire et plus large, mais plus difficile à faire vivre démocratiquement. Cependant, de nombreux militants se réclament de la « vraie » Solidarité : en désaccord avec la politique de Walesa, ils ont été outrés d'apprendre (après coup !) les modifications de statuts qui sont intervenues en avril 1989 : résiliation de la grève comme moyen d'action, remise en cause des pouvoirs des syndicats de base au profit de la direction nationale, cooptation des nouveaux membres de la direction de Solidarité. Certains se regroupent autour de « Solidarité combattante » ; d'autres réclament des élections libres à l'intérieur de Solidarité. Des rencontres ont lieu ; les participants ont déclaré que « l'organisation enregistree le 17 avril 1989 n'est pas Solidarité » ; Andrew Gwiazda a publié un communiqué où il déclare « ne pas être membre de l'organisation du même nom ; il demande la convocation de nouvelles structures (...) ».

Un document dénonce « les hausses de prix qui touchent les plus pauvres » et appelle à la « lutte pour la défense des intérêts des travailleurs et à la grève jusqu'à la chute de l'économie ». Par ailleurs, depuis quatre ans environ, des « syndicats de travailleurs libres » (WZZ : Wolny Związek Zawodowy) se sont créés dans différentes entreprises et localités mais, pour l'instant, ces groupes restent plus au niveau de la réflexion que de l'action.

Enfin, les militants de la Fédération anarchiste polonaise espèrent développer l'anarcho-syndicalisme, solution alternative au communisme étatique et autoritaire comme au capitalisme, pour organiser une société sans classe et sans Etat, sans exploitation et sans inégalités sociales.

A. PAWLOWSUY et E. CLAUDE



Car l'accord « historique », dont on nous rebat les oreilles ici à grands renforts de colonnes, n'a pas suscité l'enthousiasme des « masses », pas plus à Gdansk qu'à Varsovie. C'est que la pitule est quand même amère. Car le parti des travailleurs, en Pologne, a raté son coup sur toute la ligne. Les gens n'y sont pas heureux, messieurs Staline et Trotsky. Les enfants y meurent comme dans les pays colonisés d'Afrique et d'Amérique latine, et l'eau est

ou à la contre-culture, qui voient le jour actuellement, témoignent de la vivacité et de la combativité de certaines composantes sociales polonaises qui pourraient bien, un jour, faire exploser le bel accord conclu aujourd'hui entre le POUP et la direction de Solidarité, avec la bénédiction de la Calotte et du Capital.

Yolaine GUIGNAT
(Gr. Pierre-Besnard)

N°760 JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989

PALESTINE

A la rencontre de l'Intifada

Une délégation de femmes françaises représentant différentes associations (PS, PCF, CGT, FEN, LDH, les Verts, l'Union des femmes françaises, l'Expression maghrébine au féminin et Racines) ont répondu à l'invitation de l'Union générale des femmes palestiniennes. Au cours de leur séjour, en juin et juillet derniers, elles ont pu constater le quotidien des Palestiniens dans les camps des territoires occupés. L'une d'entre elles, représentante des Verts, nous a fait parvenir le témoignage suivant. Nous l'en remercions.

Le Comité de rédaction

UNE délégation de femmes françaises, à l'invitation de l'Union générale des femmes palestiniennes, est allée constater, du 21 au 28 juin, la vie des femmes et des enfants en Palestine occupée. Cette délégation comprenait des représentantes de différentes organisations (PS, PCF, CGT, FEN, LDH, les Verts, l'Union des femmes françaises, l'Expression maghrébine au féminin et Racines), j'y représentais les Verts. J'ai décidé, avec les représentantes de l'EMAF et de Racines, de rester jusqu'au 2 juillet pour vivre dans les camps et constater la vie des Palestiniens au quotidien.

Nous nous attendions à voir la répression, la misère, voire l'humiliation, subies par la population, mais nous avons été horrifiées en visitant les hôpitaux, en constatant de visu la volonté systématique d'anéantir physiquement et moralement toute une population.

La vie dans les camps

Les Palestiniens, chassés de leur terre en 1948 (création de l'Etat d'Israël) et en 1967 (occupation à la suite de la Guerre des six jours), vivent pour une grande partie d'entre eux dans des camps de réfugiés : 30% sur une population de 1,3 million en Cisjordanie, et 75% sur 750 000 dans la bande de Gaza. Ils y vivent dans des conditions déplorables. Au camp de Jabalia (Gaza), 65 000 personnes vivent sur 1,4 km² dans un énorme camp de concentration cerné par l'armée, des barbelés partout, dans des baraquements de 8 à 10 m², jusqu'à 15 ou 18 personnes par baraque. Les égouts sont à ciel ouvert sans aucune hygiène. Dans tous les camps visités, ils sont harcelés systématiquement par l'armée et souvent par les colons israéliens, qui descendent des collines avoisinantes pour s'introduire dans les camps. Car il se pratique une stratégie d'encercllement par l'implantation de colonies autour des camps, ce qui pousse la population à réagir par manque d'espace.

Ces camps sont souvent soumis à des couvre-feux pouvant durer des

dizaines de jours, avec interdiction de quitter sa maison et de s'approvisionner, le tout s'accompagnant de coupures d'eau et d'électricité. Même les enfants n'ont pas le droit de sortir. A Jalozone (Cisjordanie), ils sortaient d'un couvre-feu de 40 jours.

L'Etat civil de la population

Les Palestiniens n'ont aucun état civil. Suivant le lieu où ils vivent, ils ont une carte d'identité de couleur différente : bleue à Jérusalem, orange en Cisjordanie et verte pour ceux qui ont été en prison. Sur ces cartes d'identité est marqué, à la rubrique nationalité : indéterminée.

A Gaza, se met en place une carte magnétique pour sortir ou retourner dans la bande. Cette carte ne peut être délivrée qu'aux gens qui n'ont jamais fait de prison et qui ont réglé toutes leurs taxes envers l'Etat d'Israël, ce qui veut dire à peu près 10% de la population. Le Comité populaire, appuyé par le leadership de l'OLP, a demandé à la population de refuser la carte et, pour ceux qui l'auraient déjà reçue, de la rendre afin d'éviter une division du peuple palestinien. En effet, la majorité des habitants de Gaza travaillent en Israël et ne pourront pas sortir sans cette carte. De toute façon la discrimination existe déjà, car ceux qui vont travailler chez l'occupant doivent porter un badge : « Travailleur étranger » ; ce n'est pas l'étoile jaune, mais c'est tout comme.

Répressions et punitions collectives

L'armée d'occupation pratique des punitions et des représailles collectives sur les populations civiles, quotidiennement et sans sommation : beaucoup de maisons démolies ou murées ; arrachage systématique des vignes ; destruction de champs d'oliviers ; fermeture des écoles, lycées, universités. Elle se livre aussi à des harcèlements continus : nourriture saignée (sacs de féculents, sucre, sel, mélangés) ;

contrôle incessant de l'armée à toute heure du jour et de la nuit ; tir à vue sur la population et sur les gosses en train de jouer dans les camps (dans le camp de Naplouse, une petite fille de 3 ans a été blessée sur le pas de sa porte).

L'Etat d'Israël pratique plusieurs types de sanctions économiques : interdiction de pêcher à Gaza, de ramasser le thym, taxes élevées pour empêcher l'exportation de produits palestiniens, conditions sociales inégales. Les Palestiniens travaillant en Israël touchent la moitié du salaire d'un Israélien, les femmes le quart. Aucune couverture sociale ne leur est accordée, alors qu'ils cotisent sur le lieu de travail. En outre, des cautions exorbitantes sont réclamées aux parents pour récupérer leurs enfants arrêtés (1 500 shekels ou plus, ce qui correspond à peu près à 4 500 ou 5 000 F).

La violence physique est quotidienne : femmes, enfants, bébés, adultes, vieux, sont atteints sans discernement. Dans les hôpitaux visités, nous avons vu beaucoup d'enfants estropiés, handicapés à vie à la suite de blessures par balles ou de tabassages de l'armée. A l'hôpital de Marquasséd (Jérusalem), un bébé de 8 mois a été amené avec une balle dans la tête, les victimes sont de plus en plus jeunes. L'UNRWA recense plus de 2 000 blessés, dont 1 000 handicapés à vie, entre avril 1988 et avril 1989. Quarante pour cent des tués, à Gaza, ont entre 15 et 20 ans.

Les prisons sont de plus en plus nombreuses, la majorité des administrations civiles sont transformées en prisons, avec des conditions de détention épouvantables : tortures physiques et morales, violences

sexuelles. Les premiers soins ne sont pas assurés ; ne parlons pas de la défense de leurs droits, aucun avocat ne peut les voir, ce qui explique la grève de plus de 5 000 avocats depuis 11 mois. La prison la plus dure est Ansar 3, dans le Neguev, appelée « La mort lente ».

La résistance civile ou l'Intifada

Mais la résistance s'organise et s'amplifie. L'Intifada est partie de Gaza, c'est la lutte des enfants armés de pierres ou de petits drapeaux palestiniens pour exprimer la résistance à l'occupation. Nous avons mesuré la portée de l'Intifada, véritable soulèvement de toutes les couches de la population, à la fois dans l'organisation, l'exécutif, le boycott des produits israéliens, la grève totale ou partielle, la mise en place d'une économie parallèle. Rassemblés en comités populaires, dans chaque rue, chaque quartier, camp par camp, village par village, des groupes d'enfants, d'adolescents, de femmes organisent le soulèvement. Les affrontements avec l'armée se multiplient partout. Les militaires, dépassés, tirent sur tout ce qui bouge. Un simple jet de pierre, une petite barricade, un pneu brûlé, et c'est la folie furieuse. Nous y avons assisté à Ramallah (Cisjordanie). Il pleuvait des balles partout. Il y a eu quelques blessés. J'ai été touchée au bras par une balle en caoutchouc, et je vous garantis que cela fait mal, même quand les militaires tirent d'un toit situé à plus de 100 mètres.

Les femmes sont à la pointe de la résistance. Ce sont elles qui inscri-

vent les appels aux manifestations, aux grèves générales ou aux boycotts, sur les murs des maisons. Ce sont elles qui vont récupérer les blessés dans les hôpitaux avant que les militaires ne s'acharnent sur eux. Ce sont elles également qui organisent la vie quotidienne. Car l'Intifada, ce n'est pas seulement la résistance, c'est aussi la construction de l'Etat palestinien, pierre par pierre et coopérative par coopérative, c'est à la fois la révolte de l'opprimé et l'alternative économique. Tout en boycottant tout ce qui vient d'Israël, elles tentent d'instaurer l'autosuffisance alimentaire par tout un réseau d'associations de femmes, la mise en place de coopératives agricoles, artisanales, le conditionnement de fruits, de légumes, la fabrication de pain, de fromages, l'élevage de chèvres, de moutons, de poulets, la commercialisation de produits. Elles donnent aussi, parallèlement à ces coopératives, des cours de gestion économique et financière, de formation à la santé, mettent en place des garderies d'enfants, des écoles clandestines. En un mot, elles tissent une solidarité et préparent la Palestine libre et indépendante. Et tout ceci sous le principe de l'autogestion : chacune sa place, chacune sa responsabilité, chacune son propre patron.

Le message à transmettre en Europe, de la part des Palestiniens des camps, des villes ou des villages, c'est : l'Intifada ne s'arrêtera qu'avec l'Etat palestinien, rien ni personne, même pas les Etats arabes ou Jasser Arafat (s'il le voulait) ne pourra arrêter l'Intifada.

Ginette SKANDRANI

IRLANDE DU NORD

Vingt ans, ça suffit !

CHACQUE année, au mois d'août, dans les Six-Comtés d'Irlande toujours occupés par les troupes britanniques, on se souvient, on commémore.

Du côté unioniste, c'est le siège de Derry par les troupes du roi catholique Jacques II et la défense victorieuse, en 1689, du prétendant protestant William d'Orange, qui donne lieu chaque 12 août à une procession massive dans la ville.

En 1969, le défilé avait été autorisé sur l'enceinte qui domine le quartier catholique du Bogside, des émeutes éclatèrent. La bataille du Bogside dura une semaine, et les émeutiers loyalistes (mêlés à la police RUC) ne purent pénétrer le quartier défendu par ses résidents. Le 14 août, les premières troupes de l'armée britannique se déployèrent dans Derry. Bien accueillie dans un premier temps par la population nationaliste, parce qu'elle mettait fin aux pogroms, elle ne tarda pas à montrer son vrai visage : de raids en fouilles, trois mille soldats instaurèrent le couvre-feu sur Falls-Road (la grande artère nationaliste de Belfast) dès 1970 ; bien avant que l'IRA — reconstituée pour défendre la communauté — ait commencé la moindre action offensive. Il y eut quatre morts à la clef.

En 1971, le 9 août, l'armée arrête et emprisonne sans procès des centaines de personnes. Le dimanche 30 janvier 1972, un bataillon parachutiste tire sur une manifestation pacifique contre ces internements sans procès : quatorze morts.

On pourrait continuer la liste des atrocités jusqu'à ce jour, mais



13 août 1989, Belfast.

une page du Monde libertaire n'y suffirait pas.

Dimanche 13 août 1989, au lendemain de la marche loyaliste pour le tricentenaire du siège de Derry, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui se sont rassemblées à Dunville Park (Falls-Road).

Des milliers de républicains de toute l'Irlande, avec bannières et orchestres, de Grande-Bretagne ; les groupes de solidarité des Etats-Unis, du Canada (Toronto), de France (Solidarité-Irlande) ; les délégués du Troops Out Movement (Grande-Bretagne), d'Herr Batura ont assuré le succès de la manifestation, une des plus importantes depuis la grève de la faim de Bobby Sands et de ses camarades en 1981. Celle-ci a pu se dérouler dans le calme, malgré la présence massive de la police

RUC qui entourait le rassemblement final, où différentes prises de paroles se succédèrent. Après les interventions des organisations américaines et du Troops Out, chaudement applaudies, Gerry Adams, président de Sinn Féin, clôtura : « le seul espoir de paix en Irlande réside dans le retrait de la présence britannique et le démantèlement de la partition... ».

Un espoir qu'on ne peut que partager, après vingt ans de souffrances engendrées par l'armée. L'espoir, aussi, qu'enfin soit possible pour tous les Irlandais opprimés, au Nord comme au Sud, de quelque communauté qu'ils soient, l'unité nécessaire aux luttes sociales.

Denis MARCHAND
(Gr. Francisco-Sabate)

ETATS-UNIS

La grève des mineurs

PLUS de 42 000 mineurs de fond, dans dix Etats, participent à la grève de soutien aux 1 900 mineurs en grève contre le groupe de charbon Pittston dans l'ouest de la Virginie et au Kentucky depuis le 4 avril. Cette grève de soutien a stoppé la production en Pennsylvanie, dans l'Ohio et l'Illinois, pour reprendre jusque dans l'Alabama. Les grévistes sont sans revenus.

Des centaines de membres du Syndicat unifié des mineurs (UMW) convergent sur les sites de Pittston, dans le sud de la Virginie, pour effectuer un blocus mobile du matériel de Pittston. Deux cents voitures et des camions ont pris part au blocus, sur les routes d'accès, le 21 juin. Auxquelles il faut ajouter 800 mineurs d'une douzaine d'Etats convergeants sur Richmond, dans l'Etat de Virginie, pour engager leur soutien aux grévistes de Pittston. Voici le genre d'actions qui font gagner une grève.

Les autres actions, à l'initiative des mineurs, incluent : des sit-in où plus de 2 000 mineurs et leurs familles ont été arrêtés ; l'érection d'une tente, « le camp solidarité », où plusieurs centaines de mineurs se déplacent, à l'intérieur de l'Etat de

Le Monde, dans son édition des 16 et 17 juillet 1989, évoque la « grève toujours suivie par trente-sept mille mineurs dans huit Etats, en dépit d'un ordre de reprise du travail émis par la justice ». Ce timide écho occulte en partie la forme et le fond d'une grève révélatrice de la détermination et de la volonté de la classe ouvrière aux Etats-Unis. Pour remédier à ce silence, nous publions ces articles de la presse anarcho-syndicaliste qui analysent les événements depuis leur origine.

Relations internationales

Virginie, pour intensifier les efforts de la grève ; et un piquet de grève, de 400 personnes, au bureau central de Pittston, dans la somptueuse ville du Connecticut, durant l'assemblée des actionnaires le 10 mai.

Les mineurs de Pittston travaillent sans contrat depuis le 31 janvier 1988. A cette époque, 1 500 mineurs à la retraite ou infirmes ont perdu leur compagnie d'assurance-prévoyance. La compagnie a fait des millions de dollars de profit avec les dépenses des mineurs pour leur santé. L'inflexible attitude de la compagnie Pittston est illustrée par les propos de Michael E. Odum (le Franck Lorenzo des bassins houilliers) : « Notre offre est là-bas

et c'est ça ». Odum a engagé des jaunes pour remplacer les mineurs.

Les IWW (*Industrial Workers of World*) de Baltimore, comme une partie du réseau de soutien à la grève, de Baltimore, ont fait un travail de soutien considérable pour les mineurs de Pittston. Dans la semaine du 30 juin, le groupe invite des douzaines de mineurs pour un meeting. Les IWW de Baltimore vendent aussi des T-shirts, les recettes iront aux mineurs. Contactez la branche pour plus d'informations. Répandez la grève !

Traduit de
« Industrial Worker »,
juillet

ÉTATS-UNIS

Syndicats et corruption

UN Comité sénatorial a été institué en 1957, il avait pour but d'enquêter sur les pratiques criminelles et douteuses, dans les relations industrielles, au sein des organisations syndicales et patronales. Une des principales activités de ce comité, appelé Comité Mc Clellan, était de déceler le racket dans le monde du travail. Tous ces travaux ont permis l'établissement de la loi Landrum-Griffin (1959) qui, entre autres, obligeait les syndicats à présenter au ministère du Travail un rapport complet sur leurs activités, leurs comptes et leur organisation. Cette loi a eu l'avantage d'obliger les organisations syndicales à avoir un fonctionnement plus démocratique, mais aussi l'inconvénient de donner au pouvoir un moyen de contrôle permettant de les « casser » et d'achever à « chasse aux sorcières »

qu'avait entreprise et menée Mc Carthy.

La corruption

La corruption, dans les syndicats américains, est une conséquence propre à son système organisationnel. En effet, il n'y a pas de suffrage direct dans l'élection de la direction du syndicat. Cela se fait par plusieurs étapes où peuvent intervenir des manipulations. Le représentant de la section locale, appelé « agent d'affaire », est souvent nommé par la section nationale et non pas par la base qu'il est censé défendre face au patron. Cet agent d'affaire a de grands pouvoirs, allant même jusqu'au licenciement de travailleurs. Certains agents ne résistent pas à la tentation d'augmenter les cotisations syndicales — sans même se justifier —, à manipuler

les travailleurs dans l'intérêt du patron. Des organisations syndicales en sont arrivées à prévoir dans leurs statuts la possibilité de renvoi de l'agent d'affaire. Depuis 1947, en théorie, il n'est plus obligatoire d'être syndiqué pour travailler dans une usine ou un atelier mais, officieusement, cela existe toujours. Chez les artisans, le syndicat engage, forme les apprentis, décide si tel ou tel ouvrier peut continuer ou non le travail.

La mafia

Dans de grandes branches professionnelles, comme les camionneurs (*teamsters*), face à un patronat de combat, les syndicats se sont vus obligés d'avoir recours à la mafia pour se protéger des hommes de main de l'employeur. En contre-partie, cette dernière intervient dans les affaires financières du syndicat, en particulier les caisses de retraite dont il a la charge. Il est difficile pour nous, Français, de concevoir l'intervention de la mafia dans ce domaine, mais il ne faut pas oublier qu'aux Etats-Unis, pays ultra-libéral, le but primordial est de faire du fric par tous les moyens, et la mafia évolue comme un poisson dans l'eau. N'oublions pas que c'est grâce à des rapports étroits avec celle-ci que le père Kennedy a fait fortune dans les années 20 avec son commerce d'alcool. En s'attaquant à la mafia, alors que celle-ci se croyait à l'abri (en effet, la maîtresse de John Kennedy, qui était simultanément celle de Sam Giancana, le chef de la mafia de Chicago), Robert Kennedy, ministre de la Justice, a mis le feu aux poudres, avec les conséquences que l'on sait. Il y a actuellement un mouvement de réforme au sein des *teamsters* (*Teamsters for a Democratic Union*), mouvement qui rend la corruption et les liens existant avec la mafia plus difficiles.

LUCIEN
(« Chronique syndicale »)

ETATS-UNIS

Une grève dure

LONGUE et amère lutte des mineurs, dans le Kentucky et l'ouest de la Virginie, continue. Leur grève contre la société Massey, une filiale de Royal Dutch Shell and Flour (qui fait aussi des affaires importantes en Afrique du Sud), a changé leur vallée en champ de bataille. La société de charbon Enoxy (une filiale d'ENI, un monopole du gouvernement italien) a acheté de nombreuses mines agitées et réveillées par la grève. De nombreuses actions ont été organisées par les mineurs italiens et des syndicalistes, pour soutenir les mineurs Américains.

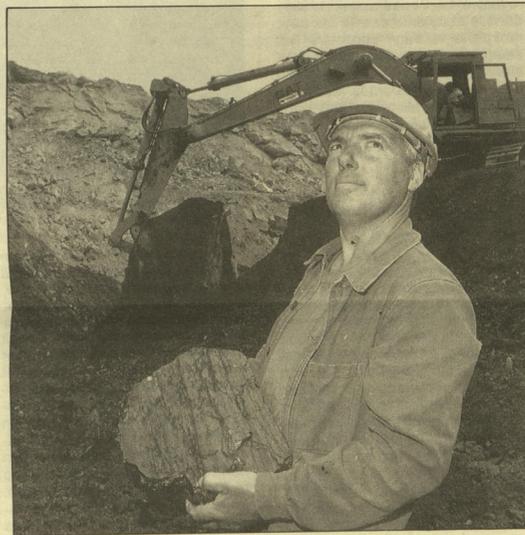
Enoxy a engagé l'équipe de protection de Oakton (en Virginie) pour protéger ses intérêts miniers, celle-ci est dirigée par Charles Vance, le fils de l'ex-président Gerald Ford. L'équipe de protection a embauché des crapules armées de fusils d'assaut, de grenades, et a planté ses hommes autour des sites de travail. Si tout cela ressemble à quelque chose d'extérieur aux dernières années du mouvement

ouvrier dans cette région, cela peut aussi bien l'être. Cette région est décrite dans le film *Matewan*, ainsi cette lutte dure depuis très longtemps. Son prolongement est un hommage au courage, au défi, et à l'héroïque résistance des gens de cette région.

Durant la grève, quatre mineurs ont été déclarés coupables du meurtre d'un jaune. Ils ont été condamnés à quarante ans de prison chacun. L'emprisonnement est l'arme favorite des capitalistes quand ils sont en relation avec des travailleurs rebelles.

Les mineurs ont besoin de rassembler 50 000 dollars pour faire appel de cette décision. Les hommes et les femmes dans cette bataille méritent notre soutien et encouragement. Les lettres de solidarité et les dons doivent être envoyés à : Citizens for Justice, c/o Charles 'Hawkeye' Dixon, Box 8, Canada, KY 41519.

Relations internationales



ETATS-UNIS

L'action directe

COMME leurs frères et sœurs de Tug Valley, les mineurs en Virginie luttent contre la classe capitaliste. Après un meeting qui, à l'occasion du 1^{er} Mai, a attiré plus de 15 000 mineurs et sympathisants, la société minière Pittston a définitivement fermé ses sites dans l'Etat de Virginie. Dans un mouvement pour sauver ses intérêts compromis, la société Pittston consent à accepter une médiation fédérale dans son conflit avec le Syndicat unifié des mineurs (UMWA), qui mène la grève depuis la première semaine d'avril. L'énorme meeting a apparemment effrayé la société Pittston. Le lieutenant gouverneur de Virginie, lui-même, a annoncé la décision de la société Pittston de rechercher la médiation.

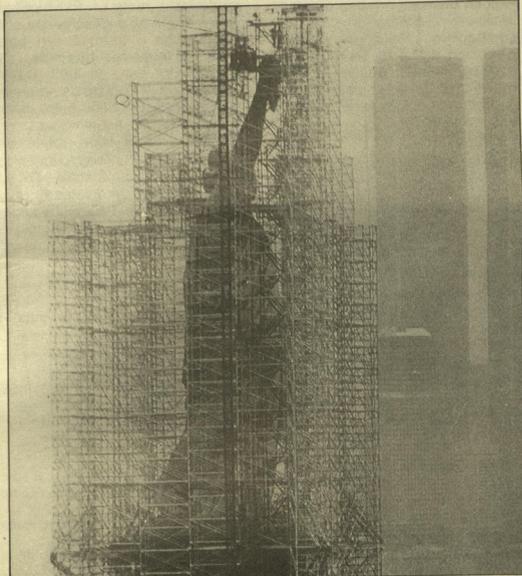
Avant le meeting, les mineurs ont paralysé, par l'action directe, les efforts de la société Pittston pour poursuivre la production en utilisant des jaunes : sit-in en face des entrées des mines ; blocages des routes principales et des voies ferrées utilisées pour transporter le charbon, ainsi que de l'accès au matériel. Plus de 1 200 mineurs ont été arrêtés et retenus contre

des cautions élevées (jusqu'à 10 000 dollars), fixées par les juges locaux. Malgré tout, la plupart des mineurs ayant pu payer leur caution revenaient participer aux actions directes.

La solidarité de la communauté locale est bonne. Les étudiants de presque toutes les grandes écoles de la région ont fait une grève-surprise, lors de la semaine précédant le meeting. Les administrateurs de ces écoles ont dû renoncer à renvoyer les étudiants grévistes pour 10 jours devant le tollé général.

Comme cela se passe souvent, l'Etat soutien ouvertement les patrons. Les frais de cautions élevés sont une tentative évidente de briser l'unité et de provoquer une fin rapide de la grève. Le soutien extérieur et les contributions financières sont nécessaires pour continuer le combat. Les dons doivent être envoyés à : Justice for Pittston miners, UMWA district 28, PO Box 28, Castlewood, VA 24224.

Traduit de
« The Seditonist »
du 22 mai 1989.



RÉVOLUTION FRANÇAISE

Le choix de Napoléon (1799)

LES manuels scolaires, auxquels ils ne faut pas trop se fier — surtout en histoire —, nous apprennent que le coup d'Etat de Napoléon Bonaparte a conclu la faillite de la Révolution française. En somme, par une sorte de loi historique, les révolutions se termineraient nécessairement par le césarisme, par l'irruption d'un « sauveur ». En fait aucun déterminisme de ce type n'a pu être démontré, et l'analyse du coup d'Etat de Brumaire montre une toute autre explication : le choix d'un coup de force par les élites, plutôt que d'analyser les contradictions de la révolution.

Les députés qui gouvernent la France depuis 1792 se transforment rapidement en oligarchie. Non seulement ils écrasent les insurrections qui se succèdent après la chute de Robespierre, mais ils empêchent toute alternance dans le cadre des institutions. Dans le premier cas, il faut citer l'échec du soulèvement populaire de Prairial (1795) ou royaliste de Vendémiaire (1795) ; dans le deuxième cas, le fait que, malgré le suffrage censitaire, les électeurs aient désavoué à plusieurs reprises le régime en envoyant des majorités jacobines (1798) ou royalistes (1797) dans les conseils. A chaque fois, les députés sortants ont éliminé ces nouveaux venus, se perpétuant ainsi au pouvoir.

Le club du Manège

En 1799, le contexte a profondément changé. L'expansionnisme militaire a été poursuivi pour la seule satisfaction des trafiquants de guerre, et les défaites se succèdent. A tel point que les députés de la minorité jacobine réussissent à déstabiliser le Directoire (1) en lui réclamant des comptes. Pourtant la situation n'est pas désespérée au point de faire apparaître Bonaparte comme un recours. La République ne manque pas de bons généraux et, dans ses derniers mois, le régime rétablit quelque peu la situation militaire en opérant un changement de stratégie. Le vrai problème est la faillite totale de la République : l'impôt ne rentre pas, des régions entières échappent à tout contrôle, l'absentéisme domine aux élections. La République n'a plus qu'une solution : trouver un programme d'action pour changer les structures.

Pour élaborer ce programme se crée en 1799 le club du Manège, qualifié du terme assez inexact de « néo-jacobin ». On y trouve des députés et des généraux partisans de mesures d'urgence par nationalisme, des Jacobins centralistes rescapés de 1793, tout comme d'anciens militants populaires tels que l'ancien Enragé Varlet ou des compagnons de Babeuf (Bodson, Clémence...). C'est d'ailleurs l'un de ces derniers, Drouet, l'homme de Varennes, qui dirige ce club hétéroclite. Malgré son succès et la peur des possédants, le club du Manège n'arrive pas à élaborer un programme cohérent. Les seules propositions qu'il arrive à faire adopter sont d'ordre militaire : taxation des riches pour financer l'effort de guerre, levée en masse comme sous l'An II... D'anciens militants de 1793 reprennent des postes administratifs et des ministères, mais le club ne va pas jusqu'à formuler une révolution sociale, ou même des propositions qui entraîneraient le peuple. Il faut dire que celui-ci est absent, épuisé. Désarmé en Prairial, privé des sections de quartiers, il végète dans la misère. Seules subsistent quelques réunions clandestines

d'anciens Sans-culottes dans les cafés. Des citoyens du Faubourg-Saint-Antoine viennent à l'Assemblée, prononcer cette phrase significative : « Nous avons appris que les victoires éphémères sont encore plus terribles que les défaites ».



Bonaparte visite une manufacture.

La peur sociale suscitée par le club est donc imaginaire, même si le journal *Le Publiciste* peut écrire, le 31 juillet 1799 : « On met aujourd'hui autant d'affectation à cacher sa fortune qu'on en mettait autrefois à l'étaler ». Le pouvoir suscite quelques provocations, et le club est fermé sans résistance le 13 août. Son action a eu toutefois une certaine importance en revendiquant une société pluraliste. Le club voulait que l'on admette le débat politique (du moins dans le cadre républicain). C'est ce que refusèrent consciemment les notables. N'oublions pas que le régime des « modérés », de 1795 à 1799, est celui de l'arbitraire policier, où il n'y a pas de liberté d'expression.

Un arriviste sans scrupules

Dès lors, il ne reste plus qu'un choix : le statu quo, impossible à gérer, ou un coup de force. L'irruption de Bonaparte n'est donc pas fatale mais découle d'une situation aménagée pour un coup d'Etat. Ce sont des civils et non des militaires qui préparent ce coup d'Etat. Lucien Bonaparte, frère du général et homme politique influent, déclare qu'il vaut mieux « étendre les pouvoirs constitutionnels du Directoire que de s'exposer à se laisser entraîner par une force révolutionnaire ». En somme, il s'agit de renforcer l'exécutif et, pour cela, il faut une épée. Les conjurés, menés par le directeur Siéyès, hésitent entre deux généraux : Moreau et Bonaparte, qui est appuyé par son frère. Si le deuxième s'impose, c'est parce qu'il n'y a aucune hésitation chez cet arriviste sans scrupules dont le cas eut ravi un psychiatre (2). Mais surtout, Bonaparte s'est aménagé des appuis. Depuis la guerre d'Italie, il est lié à des financiers et des profiteurs de guerre. Il mélange lui-même sa fortune personnelle et les fonds publics en campagne (il continuera sous l'Empire). Il dispose aussi de solides appuis dans la haute administration des finan-

ces, qui espère un peu plus de stabilité politique. Les intellectuels de l'Institut approuveront, eux aussi, un régime autoritaire pourvu qu'il soit « éclairé » et qu'il les pensionne. Bonaparte n'établira jamais une dictature militaire, mais une tyrannie civile : l'armée

bandes de brigands et de déserteurs, très nombreuses à l'époque, sont massacrées ou déportées au bagne. Après un attentat royaliste, le Premier consul fait porter la responsabilité aux anciens révolutionnaires. Contre l'avis de sa police, il fait déporter 130 militants totalement innocents en Guyane ou aux Seychelles. A cette époque, la déportation équivalait à une mort lente (la « guillotine sèche »), une dizaine de personnes surviva à ce forfait. L'Empire sera un régime plus despotique même que l'Ancien Régime. En 1814, on compte encore 640 prisonniers politiques ! Mais cet ordre était voulu pour assurer la fusion entre les anciennes et nouvelles « élites ».

La législation anti-ouvrière est aggravée avec l'institution du Livret ouvrier afin de tenir ceux-ci en dépendance. Cela fit dire à l'historien Bergeron que « le salariat est le grand perdant de la société française au début du XIX^e siècle ». Le Code Napoléon consacre cette surveillance des ouvriers, des femmes (« notre propriété », dit Napoléon), des enfants pour garantir les nouvelles valeurs « bourgeoises », celles des propriétaires terriens et des rentiers. Un autre effort pour « stabiliser » la société consista à rétablir le catholicisme décrété « religion de la majorité des Français » par le Concordat (5). Avec son cynisme habituel, Bonaparte avait rappelé l'aspect utilitaire de la religion pour tenir le peuple. Enfin, il remet sur pied l'Etat. La révolution avait eu une attitude hésitante à ce sujet. Napoléon, lui, consacra la bureaucratie en créant les grandes écoles, les préfets... Quant aux finances, elles sont réorganisées par de grands commis, souvent en place depuis Louis XVI. On crée la Banque de France et on facilite le développement d'un capitalisme typiquement français, c'est-à-dire lié à la haute administration. L'Empire rétablit aussi les impôts indirects, ceux-là mêmes qui étaient exercés sous la monarchie ; on généralise les octrois, les droits sur les boissons, les tabacs, etc. M. Bruguière rappelle avec raison l'analogie du système avec celui des fermiers généraux de l'Ancien Régime (6). D'ailleurs, le responsable des Finances de Napoléon, Gaudin, voulait réinstaurer la gabelle ! On n'ira pas jusque là... A la fin de l'Empire, des émeutes antifiscales éclatèrent dans les campagnes. Mais, là encore, Napoléon aurait dit : « Si l'on se soulève, je ferai pendre 5 ou 6 rebelles et le reste paiera ». Au bout du compte, le général arriva-t-il à son but ?

se contentera de fournir le « civisme » patriotique nécessaire pour souder la société, mais elle est traversée par des clivages politiques et n'est pas sûre en 1799. Au club du Manège, un autre général, Jourdan, portait un toast fameux « à la résurrection des piques » (3) qui terrifia les notables.

Plus despotique que l'Ancien Régime

Les conjurés préparent, avec le clan Bonaparte, le coup d'Etat du 18 Brumaire (19 novembre 1799) qui instaure le Consulat. En fait, Bonaparte trahit très vite ses complices pour donner un tour personnel au nouveau régime. Celui-ci n'a pas la moindre légitimité, même électorale (4). L'abstention est massive parmi les électeurs ; à Paris et à Toulouse, il y a 20% de votants. On doit falsifier les résultats pour créer l'approbation. Mais, du Consulat à l'Empire, Bonaparte allait donner assez de motifs de satisfaction aux notables.

Tout d'abord, il rétablit « l'Ordre », mais à quel prix ! Les



Discussion du code civil au conseil d'Etat.



Les historiens favorables au régime bonapartiste déclarent qu'il a réussi à « finir » la Révolution, mais c'était pour en garder le plus néfaste et en unissant anciens et nouveaux profiteurs sur le dos de la population. Le fait que de nouvelles révolutions se soient produites tout au long du XIX^e siècle montre que le capital d'idées produit par 1789 n'était pas épuisé. En fait, les conséquences du Premier empire ne sont pas à court mais à long terme. Sur le moment, l'édifice bureaucratique s'écroula dans la défaite militaire, pour ne léguer que la législation d'ordre morale. Mais lorsqu'on demanda, il y a quelques années, dans un sondage fameux, quel était le personnage historique le plus important de la Révolution, il fut massivement répondu : La Fayette et Bonaparte, un monarchiste et le liquidateur ! Le coup d'Etat, utilisé en 1799 pour stabiliser la société, a légué le mythe du sauveur, de l'homme providentiel qui vient résoudre les divisions, parait-il infantiles, entre Français. Et nous en avons connu de ces « sauveurs » au travers de notre histoire : Badinguet, Boulanger, De Gaulle... Il n'est pas sûr que nous soyons tout à fait dégagés de ce mythe sur le plan culturel (n'est-ce pas les tontonmaniasques ?). L'autre héritage de cette période est le consensus militariste. En 1789, l'armée est apparue comme le seul secteur « propre », à côté des classes dirigeantes, et la situation a été radicalement différente de celle d'autres pays comme l'Angleterre. Là, l'illusion démocratique repose sur la conviction d'une liberté d'opinion. En France, le civisme s'est d'abord installé par les victoires militaires de l'Empire. De cette façon d'entrer dans l'époque moderne, il reste un fort blocage tant à droite qu'à gauche dès que l'on touche à l'armée. Un parti n'est pas tout à fait « honnête » s'il n'a pas foi dans le kaki. De là aussi provient l'échec des mouvements pacifistes dans notre pays. Exagération ? Au moment où s'opère une révision totale de l'histoire de la Révolution, les seuls ouvrages faisant l'objet d'une censure médiatique sont ceux traitant de l'antimilitarisme, très important sous la République et l'Empire. Les mythes ont la vie dure...

YVES

(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

- (1) Un Directoire de cinq membres servait de présidence.
- (2) Absence de sentiments sincères, méfiance systématique envers autrui : la paranoïa du pouvoir démontrée par l'historien Harold T. Parker.
- (3) La pique était l'arme des Sans-culottes de 1793.
- (4) Nous nous situons dans le contexte de l'époque et non dans un cadre libertaire.
- (5) Concordat que l'Eglise souhaite rétablir aujourd'hui.
- (6) Profiteurs et gestionnaires de la Révolution, Paris, 1986.

N°760 JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989

NOTE DE LECTURE

Tête de Turc en France

TÊTE de Turc : « sorte de dynamomètre sur lequel on s'exerçait dans les foires en frappant sur une partie représentant une tête coiffée d'un turban ». En France : l'Etat, les patrons, les déceuvés fascistes s'entraînent quotidiennement sur les immigrés pour ne pas perdre la main.

Fausto Giudice nous fait vivre auprès de ces « Turcs », de leur naissance à leur mort, dans un apartheid banalisé. Ombres inexistantes, qui n'osent plus s'aventurer à vélo sur les routes de Provence par crainte des écraseurs racistes, ou qui se font griller dans les taudis parisiens. Objets de bonifications pour ces jeunes médecins, qui pratiquent césariennes et stérilisations forcées sur les femmes africaines. Fantômes privés de parole, exclus des écoles par certains maires adeptes de l'autodafé. La culture française réduite aux nains en plâtre dans les jardins...

L'immigré clandestin : l'Eldorado du servage pour ces paysans provençaux qui votent en cinq lettres et qui soudoient flics, syndicats et inspecteurs du travail. La filière portugaise : le filon qui monte, qui creuse le déficit de la Sécu, « pour suites inopportunes » parce que Bouygues, Saint-Gobain. L'Etat négrier : grand trafiquant de Marocains pour ses mines, à renvoyer crever de silicose dans les oueds. Mme Dufoix, ça va ta famille ? Pour eux, c'est walou : comme au temps de l'esclavage, les familles sont destructurées, on ne convoie pas les femmes et les enfants.

Comme disent les camarades des Babylon Fighters : « ca kai an vengeance sans réplique contre le système de merde ». Tous solidaires contre les Etats et les patrons !

Xavier MERVILLE
(Gr. Carlo-Caffero)

Salut, René...

Pour nous qui l'avons connu, ce n'était pas seulement le militant, le témoin de l'espoir libertaire d'avant-guerre. Lochu, c'était un copain.

Ses souvenirs, il les a racontés dans *Libertaires, mes compagnons de Brest et d'ailleurs*. Mais ce serait lui faire injure que d'arrêter sa vie à l'anéantissement de son Brest sous les bombes.

A le voir s'indigner, s'enthousiasmer, se souvenir, il nous a donné plus d'une fois des leçons de courage et de vitalité.

Merci, René, de nous avoir montré qu'on peut rester digne et fier jusqu'à la mort.

De son amitié avec Ferré, il restera une chanson sublime : *Les Etrangers*. De nos rencontres, il restera des souvenirs qui aident à vivre. Adieu, Lochu.

Gr. « Les Temps Nouveaux »
de Brest



NOTE DE LECTURE

« La nuit du passeur »

RÉPUBLIQUE fédérale allemande, 1967. Une petite ville tranquille. Un batelier est découvert mort, pendu. La police conclut aussitôt au suicide et juge inutile de mener une enquête. Mais un homme, nommé Jonas Fieber, qui empruntait chaque jour le bac pour se rendre de son domicile à l'université où il exerce la profession de lecteur, s'interroge sur cette mort mystérieuse. Il connaissait un peu le passeur, pour avoir joué avec lui aux échecs, et s'étonne de son suicide. De plus, la police semble prompt à classer ce dossier...

Il entend donc de mener sa propre enquête. Il découvre peu à peu que le passeur était membre d'un réseau de réfugiés provenant des pays de l'Est, et qu'il travaillait, pour un obscur destinataire,

à tenir un fichier. Et ce fichier se révèle être une vraie bombe. Il contient les noms et les adresses de nombreux nazis. Certains vivent à l'étranger, sous une fausse identité. D'autres poursuivent, en Allemagne même, leurs activités politiques et ont tissé dans le pays un vaste réseau de complicités. Le silence de la police lors de l'étrange « suicide » du passeur s'explique soudain.

Jonas Fieber décide de remettre ce fichier entre les mains d'un de ses amis, qui en fera l'usage qu'il se doit : provoquer l'arrestation de ces personnages. Mais ces derniers vont tout mettre en œuvre pour s'y opposer, allant jusqu'à enlever l'amie de Jonas Fieber.

Fieber, loin d'abdiquer, et selon la technique du jeu d'échecs, prend alors les devants. Il enlève à

son tour la mère et la fille du plus notoire nazi de sa ville. Et la poursuite commence...

Le lecteur est entraîné par le rythme du roman, un roman qui se termine trop bien, pourtant, pour être tout à fait crédible. Mais il possède le mérite, incontestable, de montrer que, face à la violence froide de l'extrême droite, il est possible de vaincre par l'emploi de l'intelligence. Les amateurs d'échecs seront ravis : *La nuit du passeur* est un livre construit à la façon de ce jeu, où chaque adversaire avance ses pions avec précaution. Les militants antifascistes, quant à eux, se plongeront dans ce livre, trop heureux de voir l'ennemi terrassé par le seul travail de l'intelligence.

Thierry MARICOURT

PHOTOGRAPHIE

Voyage au pays de Marie-Pierre

« **S**OUVENT ce n'est pas nous qui faisons la photo, on la reçoit comme un cadeau de l'autre, du photographié. Parfois, la rencontre est si forte que c'est lui qui te donne la photo ». Cette petite phrase de Sébastiao Salgado à Robert Doisneau correspond assez bien à l'esprit du travail photographique que Marie-Pierre Vincent vient de mener à travers son *Voyage au pays des Français*. L'histoire du voyage de Marie-Pierre Vincent commence un jour d'hiver, en février 1986, dans un village du Tarn. Début d'un long périple de trois ans sur les routes et les chemins de France. Un voyage qu'on a presque envie de calculer en kilomètres/pellicules. Avec Kodak, son chien qui racole parfois le « client », avec Bruno Clémentin, compagnon de la chambre noire et des villages en éclairage naturel, Marie-Pierre prend la route avec cette idée de photographier les Français des années 80. Un vieux camion Saviem SG4 qui, héroïquement, va bouffer du kilomètre de Dunkerque à Saint-Nazaire, de Thionville à La Roche-

sur-Yon, en passant par Besançon, Paris ou Arles. Un petit chapiteau qu'on installe où on peut, sur la place d'un village, dans un coin de la ville. Un labo à l'intérieur du camion pour développer le soir les rencontres du jour. Car Marie-Pierre va en rencontrer du monde. Quelques visages connus (Michel Piccoli, Jacques Attali ou Hervé Claude), mais surtout plein d'inconnus. De ceux qu'on rencontre tous les jours au coin de la rue. Des gens comme vous et moi. Marie Lacombe de Jarnioux (Rhône), une petite bonne femme frêle qui a travaillé pendant 50 années dans un atelier de couture. Alexandre Seguin, le lycéen punk de Chatelleraut (Vienne). Jean Lacoste, le déménageur de Lorient (Morbihan) en bleu, le bérêt sur la tête, rentrant de son travail en vélo. Georges Schiltz, le projectionniste du cinéma La Scala à Thionville (Moselle) avec une bobine à la main. Henri Valroff, le vieux paysan vosgien de Bussang, avec sa canne, un bonnet sur la tête. Mlle Freudenberg d'Eguisheim en Alsace, « Carmen cru » de 101 ans. Raymond Mar-

rou, 80 ans, l'ébéniste de Veynes dans les Hautes-Alpes. Et tant d'autres : un avocat, un marchand de vin, un cuisinier, un critique d'art, un mineur, deux croque-morts, un agriculteur, une lycéenne, quelques écoliers, et un marin-pêcheur. Le travail de Marie-Pierre Vincent, c'est l'inventaire de la France d'aujourd'hui, la France de la ville et des champs, la France avec des noms rituels, polonais ou arabes, bretons ou lorrains. Une histoire qui a été un long voyage. C'est maintenant un livre où on retrouve 140 personnages. Marie-Pierre continue l'aventure avec une galerie itinérante pour aller à la rencontre du public. Le 23 juin, elle était à Lausanne pour présenter son *Voyage au pays des Vaudois*. Un de ses projets, photographier les Chinois. Il faut aller à la rencontre de Marie-Pierre Vincent. Elle fait partie de la race des photographes humains.

Pascal DIDIER

Voyage au pays des Français, de Marie-Pierre Vincent (texte de Jean-Baptiste Harang), Editions Adam Biro.



Marie-Pierre Vincent avec Robert Doisneau.

NOTE DE LECTURE

« Château-Lyre »

LA mort d'André Breton a-t-elle entraîné la disparition du surréalisme, comme certains le prétendent ? La question est régulièrement posée, et nulle réponse satisfaisante n'a encore été apportée. Il faut pourtant reconnaître que le surréalisme continue de susciter nombre d'articles, de débats, d'expositions... Et que si n'existe plus, de façon formelle, un mouvement se réclamant de cette tradition, il subsiste néanmoins, au sein de la littérature, un état d'esprit similaire.

Pour preuve, la parution d'une nouvelle revue : *Le Château-Lyre*, sous-titrée « Imaginaire-critique ». Au sommaire, des signatures rencontrées dans diverses revues littéraires auparavant (entre autres dans *La Crécelle noire* et dans *Camouflage*) : Pierre Peuchmaud, Esther Moïsa, Guy Girard, Patrice Uhl, Jimmy Gladiator, etc.

Le numéro est copieux, et se laisse lire sans déplaisir, mais semble par trop inégal. L'article faisant suite à l'éditorial risque de rebuter quelques lecteurs, par son style particulièrement pesant et contraire, d'ailleurs, à ce que préconisaient les surréalistes : à savoir l'emploi d'un vocabulaire riche, foisonnant, mais également fluide, d'une grande clarté. En d'autres termes, pourquoi s'efforcer de ne pas être compris par les lecteurs, lorsque l'on publie un article ? (Relevons cependant, dans cet article, cette définition : « L'utopie, la seule position politique de la poésie, avec l'émeute ! »)

En dépit de cette réserve, ce premier numéro du *Château-Lyre* est plutôt prometteur. La rubrique de Jimmy Gladiator, consacrée à l'actualité (« Qui, encore, élève les corbeaux ») est d'une impertinence salutaire. Au hasard, notons cette singulière comparaison : « Ces vestes (l'inculcable saleté de la connerie, photographier le Chinois. Il faut aller à la rencontre de Marie-Pierre Vincent. Elle fait partie de la race des photographes humains.) »

Quant à l'éditorial, véritable manifeste fleurant bon le beau temps des déclarations surréalistes, il ne peut que nous inciter à guetter la parution du second numéro de cette revue : « *Balançé entre précarité et puissance, fatalement "critiques", l'expérience poétique défie tous les intégrismes et l'odieuse mêlée de la foi et de la loi, le dogmatisme comme l'humanisme.* »

Thierry MARICOURT

Le Château-Lyre, BP n° 116, 75262 Paris cedex 06 (le numéro, 65 F ; l'abonnement pour un an : 200 F).

Jean Barrué nous a quitté

Jean Barrué, écrivain, traducteur des œuvres de Bakounine, militant anarchiste, a marqué les mouvements libertaire et pédagogique, ainsi que le syndicalisme enseignant durant ce siècle. Il nous a quitté au mois d'août. Nous reviendrons sur cette disparition dans les colonnes du prochain numéro du *Monde libertaire*. Nos condoléances à ses proches.

Le comité de rédaction

CLASSES SOCIALES

Vers une éloge funèbre du prolétariat ?

RENTRONS-LEUR dans le chou, sans ménagement, à tous ces idéologues, ces sociologues, ces économistes distingués, ces folliculaires, ces larbins de l'audiovisuel, qui tentent de nous entortiller dans la guimauve du consensus, à tous ces prostitués qui propagent la confusion mentale comme d'autres reflètent la vérité. Ils mettent à profit la débacle du « socialisme réel » et le trouble provoqué par la situation économique pour nous convaincre qu'il n'y a rien de mieux que le capitalisme, et que ceux qui le combattent se trompent d'époque.

Ils posent la question qu'ils veulent non dépourvue de malice : « Peut-on, de nos jours, parler encore de prolétariat, de lutte de classes ? » Et, illico, ils donnent eux-mêmes la réponse, négative, bien entendu : « Allons mon cher, ne soyez pas archaïque ! »

Nous sommes forcés d'admettre que l'hymne à la modernité séduit bien des esprits, ébranlé bien des convictions. La trouille de paraître ringard en amène plus d'un à s'interroger, y compris parmi les libertaires. Ainsi, tel compagnon écrit : « Nation contre nation, classe contre classe, etc. Aujourd'hui le sentiment d'appartenance à un groupe et les conditions même de cette appartenance s'effritent singulièrement... Nous ne pouvons donc plus répondre aux événements en nous référant d'abord aux modes de pensée, aux structures de raisonnement, aux intérêts clairs d'un groupe auquel nous appartenions. » (1)

Il s'agit là de remettre en cause la reconnaissance de l'existence des classes et de la lutte des classes — et donc de l'engagement dans celle-ci — qui, quoi qu'en disent certains, a toujours été présente, depuis Proudhon, dans la pensée anarchiste, dans les œuvres des théoriciens, dans les motivations des militants. Un accord dépourvu de toute ambiguïté est plus que jamais nécessaire sur ce point si l'on veut être en mesure de mener une action cohérente.

C'est, sans conteste, le nommé Jean-Pierre Rioux qui a réuni, il y a deux ans, dans *Le Monde*, le plus remarquable faisceau d'arguments destinés à nous convaincre qu'il convient de ranger « la classe au magasin des accessoires » (2). On pouvait croire que ce monument de niaiseries avait sombré dans l'oubli après avoir été balayé par la tempête de rigolades qu'il aurait dû, logiquement, déchaîner. Eh bien, il n'en est rien. On est effaré de constater, que, deux ans après, de gros débris surgent encore et que d'aucuns les récupèrent pour étayer leurs thèses sur « le déclin de la classe ouvrière » et le passage « de la lutte des classes à la société molle ».

Tout a changé en quelques décennies. M. Rioux le démontrait : « Vêtement (chapeau ou casquette), habitat, loisirs, amours et vices, tout distinguait à l'œil nu le rentier et l'ouvrier, la coutessette et la bourgeoise, le terrassier et l'employé. Allez-vous y reconnaître aujourd'hui dans la RS, le jean ou le Benetton, le F3 ou le Club Med... ».

C'est évident, rien, ou si peu, ne distingue aujourd'hui la couette de Mme Liliane Bettencourt, l'OS de la sidérurgie du baron Empain, les HLM de La Courneuve d'un hôtel

Mais ce n'est pas tout. Parmi les « grands traits sociaux » qui « rangent la classe au magasin des accessoires » figure... la classe d'âge ! Mais oui ! La différence ne se situe plus entre prolétaires et bourgeois, mais entre jeunes et vieux. Les vieux, c'est évident, appartiennent à la même catégorie sociale, qu'il

soient retraités de métallurgie à moins de cinq mille francs par mois ou, comme M. Antoine Riboud et ses compères, membres du Conseil d'administration de BSN et qui, désormais, pourront toucher leur jeton de présence jusqu'à quatre-vingt ans (3).

Et les jeunes, cela va de soi, sont tous à mettre dans le même sac, ceux des Minguettes et ceux qui, à la Conciergerie de l'Île de la Cité, organisent des sauteries à cinq millions de centimes par soirée (4).

Bien plus importants que la lutte des classes, il existe, disait M. Rioux, « quatre traits qui bousculent les classifications : voyager, grossir ou maigrir, choisir son chien ou son chat, voisiner et enfiler son survêtement... » En procédant à une analyse encore plus fine, on pourrait nettement distinguer les bruns des blonds et des rouquins, les buveurs de pastis des amateurs d'eau plate, les végétariens de ceux qui se tapent le steak tartare, etc.

Ce serait bigrement plus malin que de continuer à diviser la société en catégories définies par des critères totalement éculés, à établir un distinguo ridicule, par exemple ceux qui empochent les bénéfices et ceux qui les triment pour la peau...

Revenons aux choses sérieuses. La question se pose : devons-nous, jouer aux Bossuet du prolétariat ? Parler de la classe ouvrière ce serait donc en prononcer l'éloge funèbre ?

J'avoue que j'ai le poil qui me hérissé quand on m'explique que la classe à laquelle j'ai la claire conscience d'appartenir est défunte. Il existe dans ma région de très nombreuses entreprises de toutes tailles, dans les branches les plus variées : sidérurgie, mécanique, textile, optique, chimie, matière plastique, électricité, électronique, agro-alimentaire, etc. Quelle force mystérieuse les anime s'il n'y a plus d'ouvriers ? Je vois sur tous les chantiers du bâtiment et des travaux publics s'agiter quantité de silhouettes casquées. Serait-ce des fantômes ? Je regrette de décevoir les croque-morts de la classe ouvrière : celle-ci existe encore, je la rencontre tous les jours, dans la rue, dans mon quartier, dans les bus et les tramways. Et je n'ai pas l'impression d'habiter dans une contrée arriérée puisque, selon certaines statistiques, dans ma ville fonctionnent plus de machines à commandes numériques que dans toute la Lorraine.

Il n'est pas exagéré de parler des croque-morts de la classe ouvrière. Ainsi, récemment, le sociologue Olivier Todd expliquait très sérieusement, dans une interview au *Progress* de Lyon, que l'Europe occidentale « liquidait sa classe ouvrière ». Encore un qui a pris ses désirs pour des réalités ! La réponse à ces propos futés n'a d'ailleurs pas traîné puisque, quelques jours plus tard, l'INSEE annonçait qu'en un an, dans l'industrie et le bâtiment, en France, « le nombre d'ouvriers s'est accru de 2,3%, passant de 4 891 000 à 5 004 000 ». Et le CNPF se plaint amèrement d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les patrons ne sont pas idiots, M. Todd ! S'ils n'hésitent pas à réduire les effectifs quand la technique permet d'augmenter la productivité ; s'ils suppriment sans remords les productions qui ne sont plus — à leurs yeux — rentables, ils n'entendent pas pour autant « liquider » la poule aux œufs d'or...

C'est sans doute parce que l'industrie et le bâtiment ont perdu, en France, depuis la crise, un million d'emplois, parce que les restructurations et les « délocalisations » ont provoqué des coupes claires dans la sidérurgie, les chan-

tiers navals et le textile, que d'arbus sont allés, annonçant urbi et orbi l'extinction du prolétariat. Ce n'est pourtant pas la première fois dans l'histoire que la classe ouvrière, en certaines circonstances, perd des plumes. Ainsi de 1931 à 1936 ses effectifs avaient diminué d'un million quatre cent mille individus.

Cette question de l'importance numérique du prolétariat appelle une remarque. Le prolétaire, rappelait Pierre Besnard dans *L'Encyclopédie anarchiste*, en se référant à Larousse, « c'est celui qui n'a, pour faire vivre les siens et lui-même, que son travail ». Mais ces trois millions de chômeurs à qui la possibilité de vivre en travaillant est refusée cessent-ils pour autant d'être des prolétaires ? Faut-il les déduire des effectifs du prolétariat ?

Toujours à propos du poids de la classe ouvrière dans la société, il serait curieux que nous, qui sommes des internationalistes, restions cloîtrés dans nos frontières hexagonales sans voir que la dite classe ne cesse de croître dans le monde avec l'industrialisation des pays du « tiers monde », que la guerre sociale, quand elle semble s'apaiser dans un pays, se rallume dans un autre...

Mais je vois déjà venir les petits malins qui, goguenards, vont demander : « Où commence-t-elle, ou finit-elle la classe ouvrière ? Comment la détecter, la recenser, la mesurer, la peser ? » Le domaine social n'est pas celui de la physique, avec ses unités et ses instruments de mesures. Je répondrais cependant que les patrons ont, eux, des idées précises en la matière.

Ainsi, dans les grandes entreprises de la métallurgie, ils tracent une limite que vous ne franchirez jamais si vous êtes un syndicaliste combatif ou, tout simplement, si vous n'affichez pas une mentalité de larbin. Cette frontière se situe au plus haut barreau de l'échelle hiérarchique de la convention collective et permet d'accéder à la catégorie des cadres, à leur caisse de retraite et à quelques menus avantages subsidiaires.

En deçà se trouve le vaste conglomerat des ouvriers, des employés, des techniciens et de la petite maîtrise, des catégories pour lesquelles les « définitions » de la convention sont si floues qu'elles permettent aux patrons de faire ce qu'ils veulent et, en particulier, de diviser pour régner. C'est même là que se trouve la vraie raison de ce charcutage catégoriel. En effet, il est souvent difficile de dire pourquoi tel poste correspond à une qualification de technicien et tel autre à une qualification d'ouvrier. Beaucoup de techniciens travaillent plus avec leurs mains que certains ouvriers ; et des ouvriers très qualifiés, en particulier à l'entretien, des électriciens, des mécaniciens, possèdent de bons bagages théoriques.

Dans *L'Encyclopédie anarchiste*, Pierre Besnard balayait toute distinction entre travail « manuel » et travail « intellectuel ». « Le manuel est aussi un intellectuel et l'intellectuel est également un manuel ; les deux sont des ouvriers, des travailleurs, dont les activités différentes et complémentaires l'une de l'autre, concourent également à la vie sociale. » (5)

La convention de la métallurgie montre bien l'impossibilité d'une réelle distinction entre le travail des ouvriers et celui des « administratifs » et techniciens. Pour ceux-ci, par exemple, le « niveau II » est ainsi défini : « D'après des instructions de travail précises et détaillées indiquant les actions à accomplir, les limites à respecter, les méthodes à utiliser, les moyens disponibles, il (l'employé ou le technicien) exécute un travail qualifié constitué par un

ensemble d'opérations diverses et enchaînées de façon cohérente en fonction du résultat à atteindre. »

Pour le « niveau II » ouvrier (P1 et P2), il est dit : « D'après des instructions de travail précises et complètes indiquant les actions à accomplir, les méthodes à utiliser, les moyens disponibles, il exécute un travail qualifié constitué : soit par des opérations enchaînées de façon cohérente en fonction du résultat à atteindre ; soit par des opérations caractérisées par leur complexité ou leur variété... » Petit jeu : cherchez les différences...

Le patronat s'est toujours ingénié à maintenir quelques différences entre ceux qu'on appelait, récemment encore, les « horaires » et les « mensuels » (la mensualisation progressive des ouvriers a été un acquis de Mai 68). Il s'agit de menus avantages (qui ont d'ailleurs tendance à se réduire) et surtout de la considération très distinguée des employeurs, qui parlent volontiers de leurs... « collaborateurs ». Que ces « privilèges » modifient le comportement de quelques esprits faibles, lors du passage d'une catégorie à l'autre, ne change strictement rien à leur situation, qui demeure celle d'exploités. De prolétaires... Notons en passant que bien des employés, ces « administratifs » de la convention collective, reçoivent des salaires inférieurs à ceux des ouvriers.

Il n'est pas question de nier les changements intervenus dans le monde du travail. Gérard Noiriel a noté qu'il y a soixante-dix ans, au niveau national, les techniciens et « collaborateurs », avec l'essor de l'industrie automobile, sont passés de 220 000 à 560 000 (6).

Les techniciens n'ont jamais cessé d'évoluer depuis la naissance de la grande industrie, mais les « mutations » sont parfois plus rapides, plus spectaculaires. « Dans le textile, indique Gérard Noiriel, les nouveaux métiers NORTHROP à changement automatique de navettes font qu'un ouvrier, qui en surveillait six en 1920, peut en contrôler 14 à 16 dix ans plus tard » (7). Toujours dans le textile, les ouvriers teinturiers, véritables artistes, sont progressivement remplacés par des chimistes dans la première moitié de ce siècle.

Après la dernière guerre, les houillères sont passées des marabouts piqueurs, des boisages et des convois tirés par les chevaux aux haveuses, aux étançons métalliques et à la traction électrique. Dans la sidérurgie, la grande vague de modernisation des années 50 avait bouleversé le métier, avec l'introduction de nouvelles techniques de régulation et de pyrométrie. Nouvelle étape dans les années 70-80 avec la disparition des fours Martin, la réalisation des coulées continues, des coulées sous vide, l'emploi intensif de l'oxygène.

La mutation la plus importante de l'ère industrielle fut, sans aucun doute, celle provoquée par l'invention du moteur électrique, qui permit un prodigieux développement de la mécanique, de la machine-outil. Répétons-le, l'évolution des techniques n'a jamais cessé. Progressive ou brutale, elle a fait naître ou disparaître des catégories de salariés, balayé des productions traditionnelles, fait surgir des productions nouvelles, amené du chômage ou provoqué des pénuries de main-d'œuvre, déclenché des concentrations, des restructurations ou, parfois, favorisé l'éclosion de petites entreprises.

À la fin du siècle, « la substitution de la machine et du savoir scientifique aux formes de qualifications traditionnelles est très douloureusement ressentie par les ouvriers de métier » (8).

À notre époque, le développement de l'automatisation, de l'automatisation, de l'informatique a supprimé des emplois à la production mais amené, pour les montages, les mises au point et la maintenance, une augmentation du nombre d'ouvriers qualifiés et de techniciens. Mais, là encore, il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. Gérard Noiriel note que des emplois qualifiés disparaissent, à la production, dans les années 20. « Mais, écrit-il, l'évolution technologique s'accompagne aussi de la multiplication d'emplois qualifiés nouveaux » (9). Il s'agit d'ouvriers d'entretien ; inexistant à la fin du XIX^e siècle, ils composent parfois jusqu'au tiers des effectifs, en 1930.

L'enseignement que l'on peut tirer de ce siècle d'histoire industrielle, c'est que toutes ces « mutations » techniques n'ont pas modifié, en quoi que se soit, cette réalité : la division de la société en classes, et la domination du capital sur le travail. (Fin de la première partie)

Sébastien BASSON

- (1) IRL n° 82 (été 1988).
- (2) *Le Monde* du 11 août 1987.
- (3) Le Canard enchaîné du 26 juillet 1989. A propos des vieux, il convient de préciser que dans la sidérurgie, la métallurgie et, sans doute, dans bien d'autres branches, il n'y a pas eu de ces « pré-retraites » à 52 ans dont il est question dans le Monde libertaire du 29 juin sous le titre « Nos vieux rajeunissent ! ». Il s'est toujours agité en fait de licenciements. Les sidérurgistes, par exemple, ont arraché, grâce à leurs luttes, une convention sociale prévoyant des « garanties de ressources » payées à la journée par les ASSÉDIC supérieures aux allocations chômage. Faut-il rappeler que, pour obtenir ces avantages, certains sidérurgistes avaient pris des fusils à Longwy en 1979 ! Il n'en reste pas moins que, dans tous les cas, il s'agissait de licenciements avec tout ce que ça signifie : perte de pouvoir d'achat, donc difficultés pour ceux qui ont encore des jeunes à charge, désarroi chez les hommes habitués à passer leur 3x8 ou en 4x8 dans les aciéries et les laminaires, et qui se sont retrouvés brutalement oisifs, sans aucune préparation. D'où de multiples drames familiaux... Comme quoi tout n'est pas toujours si simple !
- (4) Alexandre Wickham et Sophie Coignard, La nomenklatura française.
- (5) Pierre Besnard, *L'Encyclopédie anarchiste*, p. 1 892.
- (6) Gérard Noiriel, Les ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e siècle), p. 131.
- (7) Id. p. 130.
- (8) Id. p. 95.
- (9) Id. p. 131.

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Lutes : La rentrée sociale, Amis lecteurs, Edito.
- PAGE 4, Lutes : Les Impôts, les PTT, la Météo, rien ne va plus, En bref.
- PAGE 5, Société : Lyon, Les handicapés : sous-prolétariat ?
- PAGE 6, Société : Violences fascistes à Lille, Manque de flotte, Télémagot.
- PAGE 7, Dans le monde : La Pologne entre la faucille, la calotte et le marteau.
- PAGE 8, Dans le monde : Palestine, Irlande.
- PAGE 9, Informations internationales : Etats-Unis, syndicats et corruption, Grève des mineurs.
- PAGE 10, Histoire : Le choix de Napoléon.
- PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Hommage à René Lochu et Jean Barrué.
- PAGE 12, Arguments : La fin du prolétariat ?